

La Gueule ouverte

N° 240 / Hebdomadaire / 13 Décembre 1978 / 5 FF

Suisse 3 FS / Belgique 42 FB.

La crise! Quelle crise?

**Celle du chômage ou celle du travail?
(voir pages 3, 7, 14, les reportages
de nos envoyés spéciaux sur le front du marasme)**



Photo extraite d'«Indiens des Andes», Raphaël Gaillarde

COLOMBIE L'OCCIDENT A ENCORE FRAPPÉ!

*Un exemple prémonitoire
de la destruction sociale
et écologique d'un pays
du Tiers-Monde (p. 9 à 12)*

- RADIO VERTE FESSENHEIM (P.4/5) ●
- UN LIEU DIFFÉRENT ●
- POUR DES ENFANTS DIFFÉRENTS (P. 16/17) ●

Le fou est fou

Je saisis l'occasion de la parution de l'article «les contes de la folie politiques» (n° 237) pour vous écrire. J'aurais pu le faire auparavant à propos de plusieurs réflexions que vous avez faites sur la prise en charge de la folie à propos desquels je ne suis pas du tout d'accord. Je vous précise ici que je suis dans une école d'éducateurs, donc que je vis matériellement du rapport social à la folie.

Si je vous écris une lettre, c'est que vous faites un journal auquel je suis toujours sensible, même si je suis en désaccord avec ce que vous dites, et il me semble aussi possible d'y exprimer ses désaccords. Je souhaite que cette lettre ait un écho dans la G.O. : ce que véhicule et traverse le rapport social à la folie traverse aussi toutes nos vies et doit être pris en considération de façon réelle pour que nous puissions établir de véritables alternatives.

D'emblée je serai donc polémique. Ma lettre vise à répondre à un «continuum d'idées et de projets» un peu fourre-tout et dans lesquels des personnes sensibles à l'écologie peuvent se reconnaître.

La première chose qui me frappe serait la minimisation de la folie au nom de la norme (qui est fou, qui ne l'est pas ?), en faisant dériver la folie d'un individu à la folie de l'ensemble du corps social : les gens sont assez fous pour laisser s'accumuler des armes et des centrales nucléaires, il semble donc logique qu'une des conséquences soit la folie de certains individus. J'essaie du moins de retracer le cheminement du discours... donc si la société était «soignée», il n'y aurait plus de fous! Cette façon de comprendre la folie est typique des aliénistes du début du XIX^e, lorsqu'ils voulaient sortir de leurs asiles pour soigner l'ensemble du

corps social! Heureusement que les personnes qui tiennent ce discours n'ont pas le même pouvoir dont disposaient les aliénistes il y a 150 ans!



Dessin Régis Loisel

Un autre type de négation de la folie est d'affirmer que les fous sont les prophètes de notre société, moyen assez rapide d'éviter de les rencontrer dans le présent en les expédiant dans l'avenir, ce qui les fait aussi accéder à une dimension poétique qui force au respect certes, mais surtout à la volonté de ne pas comprendre. Pour ce qui est du schizophrène, vérité de

nos dérives-délires... quand on essaie de comprendre ce qui se passe en lui ou en elle, on est en droit d'hésiter sur ce discours.

Dans ce «continuum d'idées et de projets», je mettrais quelque part la vision d'une vie idyllique à la campagne autrefois. Quand? On ne peut le savoir... peut-être sous l'ancien régime? Mais alors pourquoi toutes ces révoltes de paysans? Il paraîtrait qu'à cette époque là, le fou était pris en charge par l'ensemble de la communauté villageoise. Rien ne semble plus faux que ça : les fous étaient exclus et enfermés avec les vagabonds, les mendiants, etc... dans les Hôtels-Dieu puis dans les maisons de charité, ensuite dans les asiles. Aucune période passée ne semble avoir été ni plus ni moins tendre pour les fous que ce que nous connaissons actuellement.

Dans ce continuum bric-à-brac, je mettrais aussi les films «Family Life», «Vivre à Bonneuil», «Cet enfant là», les livres de Mannoni, Bettelheim, Deligny, etc... en passant par les revues «Recherches» et «Actes de la Recherche» - que ceux que j'oublie me pardonnent, je cite aussi

quelques unes de mes références.

Contrairement à pas mal de mes amis, j'affirme qu'il existe des gens fous, des enfants fous. Qui est fou alors? Je dirais rapidement que c'est quelqu'un pour qui personne ne peut faire grand chose, momentanément du moins. Je demande à toute personne niant la folie de vivre avec

quelqu'un qui pleure, délire, pose toujours les mêmes questions, etc... peut-être que cette personne comprendra alors la folie de l'«autre». Parfois une seule journée suffit, surtout si l'«autre» menace en plus de se suicider. Après cette expérience, on aura peut-être le même regard critique sur la société, mais on comprendra aussi l'existence de structures d'enfermement.

Rien n'est plus humain que de ne pas vouloir vivre avec quelqu'un de fou, surtout si on est pour quelque chose dans la folie de cet autre. L'hôpital psychiatrique n'existe pas de la seule volonté des technocrates : il donne surtout une réponse concrète à la vie d'énormément de gens.

Je ne dis pas ici que je suis d'accord avec cette réponse, ni que toute personne intervenue soit automatiquement folle, ni le contraire. Ce que je dis, c'est que tant que les libertaires nieront l'existence de la folie, on ne pourra pas la prendre en compte et commencer ainsi à donner des réponses réellement alternatives à l'enfermement.

Personnellement, il me semble urgent de commencer à répondre à deux questions :

Qui doit décider de la folie d'une autre personne? Est-ce le psychiatre (France) ou le magistrat (U.S.A.)? Comment faire autrement?

Quelles sont les pratiques démocratiques que l'on peut développer à l'égard des fous, de la population entière, et des personnes qui vivent avec eux?

Avant de terminer, je veux dire ici aussi que se développent à l'heure actuelle des pratiques alternatives à l'hôpital psychiatrique (par exemple : équipe psychiatrique de quartier), il me semble urgent d'essayer de comprendre ce qui se joue là-dedans et de ne pas s'arrêter à la phraséologie «libéralisante» : les présentations modernistes nous réserveront peut-être beaucoup de déboires!

Didier Auriol ●

L'auteur de cette lettre souhaite que les réactions des lecteurs lui parviennent directement : 42, rue du Moulin à Vent, 86000 Poitiers.

Personnellement, je répondrais brièvement que, justement, Mannoni et Deligny «reconnaissent» et acceptent l'existence d'un en-soi de la folie. Leur souci premier n'est pas de soigner le fou mais de lui permettre de vivre.

I.C. ●

Faut pas confondre

Rectificatif : Le sigle adopté à la suite de la rencontre autogestionnaire de Poitiers des 18 et 19 novembre est : «Convergence pour l'autogestion» et non pas «Convergence vers l'Autogestion» en remplacement de l'ancienne appellation : «Front Autogestionnaire».

Au sujet de la Convergence Antinucléaire, il est certain que nous restons dans l'expectative et dans un certain doute vis-à-vis de cette entreprise. Mais surtout, ce qui est pour le moins ambigu, c'est que dans votre article (G.O. n° 239) sont citées trois personnes, plus ou moins inconnues, qui ne donnent aucune indication sur l'identité des membres du groupe de travail qui a élaboré le projet.

Serait-il possible d'avoir quelques éclaircissements sur la genèse de cette affaire.

La Convergence pour l'Autogestion Groupe de Poitiers ●

ERRATUM

La semaine dernière, une négligence nous a fait dater La Gueule Ouverte «n° 238». Pas d'affolement, il s'agissait bien du n° 239, vous pouvez le classer entre le 238 et le 240 dans la pile qui soutient le pied de votre table de nuit bancaire.

Noël: abonnez vos amis



**Un an : 150 F seulement !
(Offre valable durant le mois de décembre).**

Toujours 100 F pour les cas sociaux patentés, chômeurs, objecteurs, insoumis, taulards.

Chèque bancaire ou postal à l'ordre des Éditions Patatras, Bourg de St Laurent en Brionnais, 71800 La Clayette.

NOM.....
PRENOM.....
ADRESSE.....
CODE POSTAL.....
VILLE.....

La crise du chômage est celle du travail



petit-roulet

Si l'on accepte le monde tel qu'il est, si l'on accepte l'Europe telle qu'elle sera, alors, oui, Giscard a raison : «Il faut vendre». Il faut être «les meilleurs» et que la camelote made in France soit produite au meilleur coût. Le chômage est alors une nécessité. Le patronat doit «dégraisser» un organisme intoxiqué par les graisses ouvrières superflues, retrouver du souffle et un ventre plat et licencier deux millions de corps usés, lessivés, inutiles. Logique capitaliste, mais logique.

Les lamentations politiques et syndicales sur le chômage apparaissent hypocrites et démagogiques, dès lors qu'elles font l'impasse sur la vraie crise : celle du travail humain. A quoi bon pleurer, sinon pour des raisons de moralisme humanitaire, sur les victimes des secteurs «dépassés» ? S'il «faut vendre», alors vendons ! L'acier français est trop cher, les machines obsolètes, le textile vieillot, le fusil Manufrance ramolli ? Et bien soit ! Liquidons ces antiquités et vendons moderne : des centrales nucléaires à la Chine, des armes à l'Afrique, et des réfrigérateurs informatisés aux Esquimaux. Mais surtout, ne venons pas pleurnicher sur la dureté des mercantis du C.N.P.F. : l'argent n'a pas de cœur, il est. Un point, c'est tout.

On peut aussi refuser les règles du jeu international. Réfléchir non pas sur le temps de la semaine de travail, mais sur l'objet fabriqué

lui-même. Mettre 35 heures pour faire une bombe au napalm au lieu de 40 pour usiner un vieux canon de 45, tu parles d'un progrès pour l'esprit humain ! Les augures nous disent partout que la France vendra demain de la valeur intellectuelle ajoutée et que les travailleurs seront les surveillants des robots. Ils ne nous disent pas ce que fabriqueront les robots. C'est dommage. Mais on peut déjà deviner que le modèle technico-industriel s'étendra au reste du monde, le délivrera peut-être de la faim, mais pas de l'esclavage de la marchandise.

Il y a une autre manière de voir les choses. Le travail salarié ne libère pas l'homme. Ce qui libère l'homme, c'est le geste créateur qui lui permet de transformer la réalité. Les machines peuvent nous délivrer de la peine liée aux nécessités de la survie. Elles ne peuvent pas créer notre vie à notre place.

C'est ce que nous disent positivement les paysans du Larzac et négativement ceux de Colombie, les premiers en refusant de devenir les naufragés des banlieues industrielles, les seconds en voyant la monoculture du café détruire l'écologie et le tissu social de leur pays. (voir notre dossier en pages 9 à 12).

L'issue de la crise est là : que les gens prennent eux-mêmes leur destin en mains, et choisissent le lieu de leur vie et la nature de leur œuvre. Tout le reste est littérature pour anesthésier les foules.

Arthur ●

Administration
Bourg de Saint Laurent
en Brionnais.
71800 La Clayette
Tél : (85) 28 17 21
Télex : ECCPOLE 801 630F

Notre télex est à la disposition des lecteurs. Par l'intermédiaire d'un poste public télex-PTT il est possible de nous envoyer des articles.

De même, nous pouvons recevoir des communiqués, qu'à notre tour avec notre propre télex, nous pouvons rediffuser à la presse (dans ce cas, mettre «à rediffuser» en tête du message pour que nous la mettions sur bande perforée). Pour toute information de dernière minute vous pouvez téléphoner jusqu'à dimanche 16h.

SARL Editions Patratras, Capital de 2100F.

Abonnement 170 à 250F selon vos revenus. 180F minimum pour l'étranger, 150F pour les collectivités 100F pour les cas sociaux patentés, les chômeurs, les objecteurs, les insoumis et les taulards.

Chèque bancaire ou postal à l'ordre des éditions Patratras, Le Bourg 71800 St Laurent en Brionnais (joindre la dernière bande d'envoi et 2,40F en timbres)

Nous vous demandons un délai de 15 jours pour effectuer les abonnements, reabonnements en retard et changements d'adresse.

Sommaire

Radio Verte Fessenheim	p. 4 et 5
Chine, paradis retrouvé des patrons ?	p. 7
Colombie, l'enfer du café	p. 9, 10, 11, 12
Nucléaire, Empain-Schneider	p. 13
et politique du secret	p. 14
Une alternative à la psychiatrie	p. 15 et 16

Radio Verte Fessenheim à l'est du nouveau

Prendre son destin en main, ça peut consister à ne plus avaler les couleuvres que nous offrent les médias et, comme l'équipe alsacienne de Radio Verte Fessenheim, à battre en brèche le monopole.



Photo GO Jean-Louis Soulié

Ils sont une trentaine ce soir dans l'usine occupée. Les plus âgés sont graves et attentifs, regards fixés sur la boîte noire placée au centre du demi-cercle qu'ils ont spontanément formé. Un peu à l'écart, quelques enfants jouent en silence.

Depuis huit minutes l'émission a commencé et elle parle de leur lutte à eux, les petits, les exclus, ceux dont même le syndicat n'a pas voulu s'occuper parce que la filature -La Filoche, comme on dit ici- est foutue, en voie de liquidation...

Tout à coup le poste crachotte, siffle.

Tchiou-bip... Tchiou-bip...

Le brouillage? On attend, on est pas encore bien sûr, on semble même ne pas vouloir y croire.

Tchiou-bip... Tchiou-bip...

- Peut-être que c'est que des parasites? hasarde quelqu'un.

Tchiou-bip... Tchiou-bip...

- Ah les vaches, jette enfin Tonio, ils veulent nous la faire boucler.

- C'est honteux, pourquoi on aurait pas le droit de dire ce qu'on a à dire, nous autres les ouvriers? interroge une jeune Portugaise dont le regard de lumière se baigne tout à coup de larmes.

- On va aller leur montrer que les travailleurs ne sont pas prêts à se faire voler leur parole comme ils se sont fait voler leur emploi. Allez, on va tous à TDF (1) : ils vont bouffer leur saloperie de brouilleur.

Radio Verte Fessenheim est née le 4 juin 1977. A l'époque ce n'était qu'une voix parmi d'autres dans le grand

concert des radios libres. Aujourd'hui, alors que les pirates des ondes naviguent à la gondole, RVF apparaît comme le modèle, l'exemple à suivre, d'une radio qui réussit.

«Je crois que si nous en sommes là, c'est que nous correspondions à un besoin» déclare modestement Jean-Marie. Peut-être. Mais peut-être aussi est-ce parce que ceux qui se sont lancés dans cette aventure étaient faits d'un métal particulièrement bien trempé. Il a fallu des épaules solides et une tête bien remplie, au début, lorsqu'on n'était que quatre pour réaliser les émissions, les enregistrer, faire de l'escalade pendant deux heures avec l'émetteur sur le dos, se geler les pieds dans la neige en attendant que la cassette se déroule, redescendre... et s'entendre dire au retour que «c'était inaudible à cause du brouillage».

Cinq mois que ça a duré. Cinq mois durant lesquels il a fallu s'accrocher, se battre, se faire violence pour ne pas céder au découragement et offrir une fois encore à l'Etat la coupe du triomphe.

Enfin les beaux jours sont venus. Avec le retour du printemps les Alsaciens, les jeunes surtout mais pas seulement, se sont désengourdis.

«Vous n'auriez pas un émetteur pour nous? On est sept ou huit à vouloir faire quelque chose dans notre secteur, et on est prêt à émettre».

Aujourd'hui les quatre sont une centaine et l'unique émetteur de départ, le gros, celui que l'on avait payé 3000 F alors qu'on ne savait pas encore ce que signifiait «faire de la radio», a fait des petits.

«Face à la répression policière directe et au brouillage de TDF, nous avons recherché des solutions écologiques et

autogestionnaires- poursuit Jean-Marie. La plupart des copains qui font de la radio voient trop grand. A quoi bon vouloir à tout prix 20 watts quand 2 suffisent? A RVF tous les émetteurs (et nous en avons actuellement une douzaine) sont entièrement bricolés. Les boîtiers sont réalisés par des ajusteurs (aux frais de leur patron!) et le matériel d'émission est récupéré dans les tiroirs des «boîtes» d'électronique. Ca ne nous coûte pas un sou! Si nous avons joué centralisme contre centralisme, nous étions foutus, parce que ceux d'en face seront toujours plus riches que nous. Alors, pour ne pas tomber dans le piège, pour rester sur notre terrain, nous avons décidé de multiplier les petits émetteurs de quelques watts et d'en couvrir l'ensemble du territoire alsacien.

La formule était bonne. En s'engageant dans cette voie, l'équipe du départ faisait d'une pierre deux coups: elle court-circuitait tout d'abord les brouilleurs (un émetteur local, même petit, est infiniment plus puissant qu'un mastodonte situé à 100 km du lieu de réception), et s'obligeait ensuite à la décentralisation en cherchant, sur place, les gens chargés d'émettre. Il faut avouer que cette quête a été grandement facilitée par une personnalité alsacienne servant de boîte à lettres. C'est grâce à elle que des groupes locaux ont pu proposer leurs services, qu'un ingénieur est devenu le conseiller technique du groupe et que le dialogue s'est établi avec les auditeurs.

Aujourd'hui, la structure très décentralisée de RVF lui permet d'échapper à la répression. Arrêter simultanément douze équipes demanderait un déploiement de forces hors de proportion avec l'objectif. Tout juste les flics peuvent-ils mettre, par chance, la main sur une équipe isolée. Mais la relève est déjà

prête. Quant au matériel, le choix du «mini» fait que sa saisie est sans importance.

Couper les têtes? Arrêter l'équipe de rédaction? C'est déjà trop tard! Depuis plusieurs semaines de nombreux groupes se rôdent sur les émissions culturelles du Dimanche (moins écoutées) et d'ici la fin de l'année tout le monde ou presque saura non seulement émettre mais aussi réaliser. Etonnante efficacité dont on comprend qu'elle soit gage de succès.

Au service de quelle cause ?

Mais au delà du succès technique, RVF représente un cas à part dans le monde des radios libres. Alors qu'aucun professionnel de l'information n'exerce son talent sur ses ondes, les émissions sont -tant du point de vue musical, que du contenu politique- toujours bonnes et parfois même remarquables. C'est en les écoutant que l'on comprend à quel point nous sommes tous baillonnés par les médias officiels et particulièrement par la télévision et les radios périphériques. Car si l'écriture n'est pas un mode d'expression habituel pour le commun des mortels, s'il est difficile de réaliser un journal avec ses lecteurs, il en va autrement avec le langage parlé.

Moi qui n'avais jusqu'ici jamais eu l'occasion d'entendre des gens s'exprimer librement, j'avoue avoir été séduit par l'intelligence des réalisateurs de RVF qui savent respecter leurs interlocuteurs et les mettre en confiance. Alors, très vite, c'est l'explosion. Untel -que l'on imaginait incapable d'aligner trois phrases- fait preuve d'un bon sens dont on ne l'aurait pas soupçonné; tel autre, qui ne sait s'exprimer qu'en Alsacien, récite un poème de son cru.



Un magnétophone à cassettes et un émetteur de quelques watts. L'attirail du parfait petit pirate des ondes.

Même les élus se mettent de la partie: Maires, Conseillers Généraux, syndicalistes, hommes politiques parfois... n'hésitent plus à utiliser ce média dont on se demande parfois s'il est réellement clandestin!

RVF est née de la nécessité de combler un vide, affirme Jean-Marie. Après une série de luttes victorieuses les antinucléaires alsaciens se sont cassés les dents sur la centrale de Fessenheim qui a divergé au lendemain de manifestations monstres à Colmar et Strasbourg. Ce pied de nez des technocrates a entraîné un certain nombre d'actions plus dures que le jeûne de Roggenhouse: des pylônes ont sauté, des sirènes se sont déclenchées en pleine nuit... À chaque fois la presse officielle a joué un rôle dégueulasse. C'est alors que nous avons pris conscience que nous devons faire notre information et, quand un beau jour un émetteur est arrivé sur notre table, nous nous sommes dit pourquoi pas?

Mais la radio n'a jamais été pour nous une fin en soi. C'est un moyen et seulement un moyen.

Bien sûr si nous prenons notre pied au moment de l'enregistrement tant mieux, mais là n'est pas l'objectif principal. Ce que nous avons cherché dès le départ, c'est un décloisonnement des luttes menées dans notre région. Il nous apparaissait alors évident à nous qui étions avant tout des antinucléaires que le mouvement écologiste s'enliserait s'il ne parvenait pas à s'intéresser aux problèmes économiques et sociaux. Cette conviction n'a fait que se renforcer lorsque nous avons constaté que l'attitude des écologistes purs et durs constituait souvent un frein dans les luttes. Il faut en effet toujours avoir présent à l'esprit que la plupart des gens réagissent d'abord aux problèmes immédiats. Rien ne sert de discuter d'environnement avec une personne qui va être licenciée si on ne s'intéresse pas d'abord à ses préoccupations du moment. Nous ne pouvons plus -si nous souhaitons gagner en influence- dénoncer les pollutions d'une usine si nous

n'avons pas le courage d'abord de mettre les pieds à l'intérieur.

Ce n'est certes pas toujours facile et nous sommes bien placés pour en parler nous qui nous sommes souvent heurtés aux structures syndicales. Mais là comme ailleurs, la patience paye. Aujourd'hui ce sont les ouvriers, voire les syndicalistes, qui viennent nous trouver

RVF digest

Radio Verte Fessenheim diffuse depuis le mois de septembre une émission tous les vendredis soirs entre 100 et 104 megahertz (MHz) sur modulation de fréquence (FM) à 19H45.

Une autre émission, culturelle, est diffusée tous les dimanches matins à 11H. Durée des émissions: 1H à 1H30.

Par ailleurs, un certain nombre d'émissions spéciales, sur des thèmes précis et pour un public directement concerné, sont également diffusées. Elles sont en général annoncées à l'avance lors des émissions hebdomadaires.

Superficie couverte: une bande de 120 km de long sur 70 de large qui couvre la majeure partie de l'Alsace, du pays de Bade (RFA) et la Suisse du nord-ouest (région de Bâle).

Matériel: un émetteur de 15 watts et 11 petits émetteurs de 1 à 3 watts environ. Tous de fabrication artisanale avec des éléments simples.

Structure de fonctionnement: Deux organisations distinctes: l'équipe de réa-

pour nous donner des informations ou réaliser des émissions.

Cela dit, RVF n'est pas, tant s'en faut, une radio exclusivement sociale. Tous les sujets brûlants qui se posent à la population alsacienne (et sur lesquels les journaux étendent le plus souvent un voile pudique) sont abordés. On veut extraire l'uranium dans le val de Villé?



Photos GO J.-L. Soulié

Même la table de mixage est faite de bouts de ficelle. Pourtant celle-ci a déjà été utilisée plus d'une cinquantaine de fois sans connaître la moindre panne.

Emission spéciale. L'armée tente d'installer un camp militaire dans la Haute-Bers? Emission spéciale. Les Potasses d'Alsace menacent d'injecter des saumures dans le sous-sol de la vallée de la Doller? (2) Emission spéciale. Sandoz -Huningue entrepose des fûts contenant des polychlorures de biphényl? (3) Emission spéciale suivie, le lendemain, d'un meeting d'information comme on

mots, je dirai qu'elle est sérieuse (mais pas chiant), locale (et régionale), régulière (et non pas épisodique), offensive (elle crée parfois l'événement), faite par et pour ceux qui l'utilisent. Avec de pareils atouts on est en droit de se demander ce qui pourrait l'empêcher de voler de succès en succès!

Les choses ne sont hélas pas si simples.

Il y a d'abord les médias, les officiels, les ceusses qui confortent les institutions. Ceux-là -après les sourires ironiques de complaisance devant cet avorton non voulu- ont fini par comprendre. Pas la peine de chercher un mot sur RVF dans l'Alsace ou dans les Dernières Nouvelles: le blocus est total. Les patrons de presse ont prêté un serment de boycott dont on peut être sûr qu'il est bétonné.

Il y a ensuite le scepticisme de certains militants alsaciens qui font preuve en l'occurrence d'un bel aveuglement. Alors que le journaliste professionnel est souvent considéré comme un juge; que beaucoup d'actions sont organisées de telle façon «que la presse nous soit favorable» ce qui, sauf erreur de ma part, s'apparente assez à ce qu'il est convenu d'appeler de l'autocensure; alors que l'on cherche à chouchouter des individus pour lesquels «un chien qui mord un homme, c'est pas un événement mais un homme qui mord un chien, ça c'est un scoop, coco» n'y a-t-il pas une certaine ambiguïté à boudier nos médias et leur préférer un bref communiqué dans la feuille de choux locale?

Certains diront que c'est une question d'efficacité. Mais pourquoi ont-ils ce sentiment? Parce que rien n'avance en raison des relations quasi inexistantes entre notre monde et celui des masses silencieuses.

Comptez sur la presse institutionnelle pour faire avancer les choses!

Jean-Louis SOULIE. ●

(1) Télédiffusion De France.
(2) Voir la G.O. n°237 du 22.11.78.
(3) Voir la G.O. n°236 du 15.11.78.



A l'écoute de l'émission, les travailleurs de la filature de Sélestat.



Le meeting d'information de Huningue sur les PCB. RVF est souvent à la pointe de l'événement... quand elle ne le précède pas!

S.O.S. Pollution radioactive.

Le 19 décembre 1977, le CRIEL (collectif de recherche et d'information sur les énergies nouvelles en Limousin), de l'APMA (Association de protection des Monts d'Ambazac) et du GRANV (Groupe de recherche et d'action non-violentes), décidaient d'entreprendre une enquête approfondie sur la radio-activité sur les monts d'Ambazac, avec la possibilité d'un recours en justice, si besoin était.

Cette enquête se déroula de janvier à mars 78. A l'aide d'un radiamètre Berthold (analogique au compteur Geiger), deux membres du collectif découvrirent alors une radio-activité effarante. En effet, alors que la dose maximale admissible, définie par la Commission Internationale de Protection Radiologique est de 384,75 chocs/sec pour le public, et de 3847 chocs/sec pour les travailleurs de la mine, ils enregistraient une radio-activité allant jusqu'à 225 000 chocs/sec !... Et cela, au-dessus de boues déposées dans une ancienne mine à ciel ouvert proche de Bessines, situé en amont d'une rivière régionale importante, la Gartempe, et sans aucune protection ! des boues qui - et c'est là l'un des éléments les plus importants, étaient amenées par camions, d'une région éloignée d'au moins 400 km !...

Après avoir amené sur les lieux le maire de Bessines, le collectif demandait une enquête au Tribunal de Grande Instance de Limoges. Un huissier était désigné. Cette première enquête n'ayant pu aboutir, l'huissier et le C.E.A. refusant de faire analyser les eaux et les boues par un autre laboratoire que celui du C.E.A., l'APMA (Association 1901) décidait d'assigner la COGEMA en référé.

A la suite de cette assignation, un expert fut désigné. L'expertise, pour laquelle il fut demandé une provision de 3000 F, eut lieu le 10 octobre 78.

Le collectif, désireux que les choses soient faites correctement et que la découverte de la vérité ne soit nullement entravée, demanda un complément d'expertise, estimant que la première était très incomplète.

Ce complément d'expertise a eu lieu le 20 novembre. Mais il est demandé à l'APMA pour les différentes recherches et analyses (radioactivité, radio-nucléides, polluants chimiques) au moins 9000 F supplémentaires !!

Evidemment, ni l'ALMA, ni le GRANV, ni le collectif ne possèdent cette somme, qui sera par la suite probablement dépassée.

Les résultats de cette enquête ne seront-ils jamais connus pour une éternelle question de gros sous ? Ce serait évidemment l'intérêt du C.E.A. et de la COGEMA !

Nous, nous voulons à tout prix faire éclater la vérité. Avec l'aide de tous ceux qui voudront nous y aider. C'est une partie extrêmement importante, qu'il ne faut pas perdre de vue.

Aussi, nous demandons à toutes les personnes, associations et organismes officiels qui en auraient la possibilité de nous aider à réunir ce million vital.

Ce problème n'est pas simplement un problème local, c'est un problème national. C'est finalement toute la chaîne de l'industrie nucléaire qui est en question.

Les dons peuvent être adressés à :
Me J. Rejou, 21 rue Othon-Péconnet, 87 Limoges.
Christian Penicaud, Le Petit Couder, 87 240 Saint Sylvestre.

Remembrement

Le directeur de la revue «Combat Nature», Alain de Swarte est poursuivi en diffamation par M. Méhaignerie, ministre de l'Agriculture, pour avoir inséré dans le numéro 27 (février 77) de cette revue, l'émouvante protestation de François le Floc'h, paysan breton âgé de 76 ans également poursuivi.

Le tribunal ayant refusé le 2 octobre dernier d'entendre les témoins, Alain de Swarte et François le Floc'h comparaitront à nouveau le lundi 18 décembre à 15 heures devant le tribunal correctionnel de Quimper, assistés de Me Henri Fabre luce, mais sans les témoins nécessaires à la défense.

C'est pourquoi «Combat Nature» invite à assister à une conférence de presse pour entendre ses témoins :
lundi 18 décembre 78 à 9h30, Maison des Jeunes et de la Culture du Centre, Impasse de Lodet, 29 000 Quimper (film sur le remembrement vers 11h30

«Combat Nature», route des Piles, 24 000 Périgueux.



Mode rétro, mode facho.

Un groupe de techniciens, de chercheurs et d'enseignants, travaillant à l'Institut de Géographie font circuler une pétition contre la mode néo-nazie, à l'attention des créateurs du «prêt-à-porter» ainsi qu'à celle des journaux de mode concernés.

«Nous vous accusons d'oser présenter dans un contexte anodin, une retrospective de la mode des «belles années» de la Gestapo, pour la saison 78-79.

«Vous misez surtout sur la jeunesse qui n'a pas connu cette époque pour acheter et propager ce style, soi-disant innocent et non-violent» (...)

Le bruit des bottes et l'ordre en kaki, fussent-ils féminins, ne sauraient jamais être assez dénoncés.

Renseignements : Annie Fleury, I.G.N., 191 rue Saint-Jacques, 75 006 Paris.

D.U.P. pour Belleville

Le décret d'utilité publique concernant le projet de centrale nucléaire à Belle ville est tombé le 26 novembre, ce qui signifie en clair que l'autorisation de construire est officiellement donnée. Comme nous l'avions prévu, cette décision a été prise en toute hâte, à la dernière minute, en même temps que la vente à EDF par la ville de Paris, du domaine de la Glas qui représente la plus grande partie de la surface d'implantation de la centrale.

Après une mise en condition savamment orchestrée (affiches rassurantes et mensongères, documents de luxe diffusés systématiquement dans tout le Val de Loire...) on a tenté d'endormir les gens en agissant subrepticement.

Dans tout cela, aucun respect des règles élémentaires de la démocratie.
- pas de consultation de la population

- pas d'avis demandé aux conseils municipaux concernés, en particulier ceux touchés par le plan ORSEC-RAD

- on méprise, on ignore systématiquement le point de vue des citoyens : 8 500 signatures contre le projet pèsent moins que la décision unilatérale de quelques hommes au pouvoir.

Et dans la conjoncture économique actuelle, l'argument de la création d'emplois dans la région ne tient pas. On assiste depuis des mois, voire des années, à un démantèlement systématique des industries du secteur (Coupé Hugo à Cosne pour ne citer que cet exemple). De plus, il ne faut pas se leurrer, les petites entreprises qui se sont regroupées pour obtenir des marchés seront éliminées par les grosses boîtes internationales. Cela dit sans rappeler :
- les dangers de dissémination des éléments radioactifs
- le très mauvais rendement énergétique des centrales nucléaires
- le montant exorbitant des investissements conduisant à un gâchis financier, dissimulé sous l'idéologie de la croissance.

Il y a dans le Val de Loire beaucoup de gens qui tiennent à

leur vie, beaucoup de gens qui ne veulent pas s'en laisser compter par le pouvoir en place, beaucoup de gens qui n'admettent pas le gaspillage d'énergie et le gâchis financier, beaucoup de gens qui sont pour un progrès technique et économique dans une société différente où il est possible de vivre, travailler, décider autrement.

P.S.U., Fédération de la Nièvre.

Chalon sur Saône : ses odeurs, ses poussières noires.

Cela dure depuis quelques mois. Les Chalonnais sont aux prises avec deux problèmes, qui au sens propre, empestent leur atmosphère. Les odeurs du canal qui traverse la ville et les poussières noires dont une vieille centrale thermique d'EDF les gratifie.

Les odeurs du canal sont la simple conséquence des rejets que les industriels du nord de la ville effectuent dans le dit canal. Les basses eaux actuelles accentuent les concentrations et les odeurs envahissent la ville. Il n'y a pas de solution sérieuse envisagée pour les prochaines semaines. La solution retenue à long terme consiste à prolonger les canalisations des usines jusqu'à la Saône. En attendant, les industriels s'engagent à «oxygéner» et à brasser les boues putrides de façon à accélérer la décomposition des déchets.

L'affaire des poussières noires, elle, ne manque pas de piquant. La ville de Chalon est constamment sous une fine couche de poussière, et dès que le vent souffle, tous les Chalonnais pleurent.

Les causes ? Une vieille centrale thermique qu'EDF pousse au maximum, avec du charbon de mauvaise qualité (qui ne se consume pas entièrement). Les dépoussiéreurs sont inadaptés et les villes de Chalon et de Lux sont sous les vents dominants. EDF déclare

qu'il n'y a rien à faire avant l'été 79. Il faut mettre cette histoire en parallèle, comme la population de la région le fait, avec le projet de surgénérateur à 20 km de Chalon. Le chantage est clair : la vieille centrale polluée, la centrale nucléaire, elle, sera propre.

La municipalité de Chalon a dû prendre position en évoquant le «chantage» inacceptable.

Dans les deux cas, des blocages financiers apparaissent. EDF ne veut distraire des crédits du nucléaire pour réparer un tant soit peu les équipements existants. Quant aux industriels, le «manque à faire du profit» qu'occasionnerait une remise en cause et un contrôle de leurs déchets, les irritent souverainement.

Objecteurs dans le collimateur

Depuis 1971, des centaines d'antimilitaristes ont obtenu leur statut d'objecteur par l'intermédiaire de l'«OP 20». Cette démarche collective utilisant une lettre identique pour toutes les demandes, vise à abattre l'arbitraire avec lequel la commission juridictionnelle accorde ou non le statut.

Après plusieurs années sans gros problèmes, pendant lesquelles plusieurs centaines de statuts ont été accordés, un certain nombre de demandes viennent d'être rejetées. Les premières notifications de refus, sont parvenues aux intéressés le 5 décembre, d'autres risquent d'arriver sous peu. Une façon comme une autre de couper court au nombre grandissant de ces demandes-types.

Si vous avez des démarches OP 20 en cours, vous n'avez qu'un mois, après refus, pour engager une procédure auprès du ministre de la Défense.

Dans le but d'envisager une riposte, Robert Hazard, coordinateur national, «La Fabrique», 38 850 Charavines, organise une A.G. des participants à l'«OP 20» les samedi et dimanche 16 et 17 décembre (début des festivités le 16 à 15 heures) 46 rue de Vaugrard, 75 006 Paris.

Solidarité Guatemala

La commission Justice et Paix en Amérique Latine organise une campagne de lutte auprès du gouvernement du Guatemala pour obtenir l'arrêt de la répression contre des organisations ouvrières et paysannes. Elle dénonce la disparition mystérieuse de Antonio Ciani Garcia, secrétaire de l'Association des Etudiants Universitaires le 6 novembre dernier.

Selon «Servicio Paz y Justicia», cette disparition n'est qu'un fait supplémentaire qui vient s'ajouter à la longue liste des séquestrés, tortures et assassinats, dont sont victimes chaque jour les paysans, les ouvriers et les étudiants du Guatemala.

Envoyez vos télégrammes ou lettres de protestation au Gal Otto Spiegler Horiega, ministro de Defensa Nacional, Palacio Nacional de Guatemala ainsi qu'au : Doctor Francisco Villagran Kramer, Vice-Présidente de la Republica Consejo de Estado, 13 calle 6-91 Zona 10, Guatemala.

800 millions de clients!

La Chine, paradis retrouvé des patrons du monde entier se lance dans le règne de la marchandise en achetant deux centrales nucléaires à la France

Mao était vivant et grand timonier, les « quatre » n'était pas encore une « bande », que déjà les industries occidentales rêvaient du marché chinois. Il y a moins de cinq ans, un des grands patrons de la Bayer allemande (principal fabricant d'aspirine dans le monde) confiait ses espérances à la presse spécialisée: « Si tous les six mois, disait-il, chaque Chinois consommait une seule aspirine, on en vendrait près de 1,8 milliard de cachets en plus par an ». A 10 centimes le sachet, faites le calcul.

Tout à coup cependant, presque du jour au lendemain, le « trip » commercial chinois du patronat occidental est en voie de devenir une réalité bien palpable. Depuis trois mois, frénétiquement, les dirigeants de la cité interdite signent des contrats commerciaux fabuleux avec le capitalisme honni. En octobre, le traité de « paix et d'amitié » conclu avec Tokio, ouvre aux industries japonaises un « créneau » de 300 milliards de francs lourds dans le marché chinois. Un accord commercial avec la Grande Bretagne, signé en novembre, prévoit que les échanges sino-britanniques devront atteindre près de 40 milliards de francs en 1985. L'Allemagne Fédérale est aussi sur les rangs, et dès maintenant, un consortium allemand étudie, avec le Ministère de l'Industrie chinoise, la construction d'un complexe sidérurgique géant capable de produire 10 millions de tonnes d'acier par an.

Les industriels français, qui d'habitude tiennent la lanterne rouge dans la course aux grands contrats d'exportation, ne sont, pour une fois pas trop mal partis. L'accord commercial franco-chinois, signé le 4 décembre par le Ministre du Commerce Extérieur Jean-François Deniau, et son homologue Li-Chiang, en présence du nouvel « homme fort » à Pékin, Teng Hsiao-Ping, ouvre à la France un marché potentiel équivalent à 60 milliards de francs lourds en échanges commerciaux jusqu'en 1985. Il s'agit, pour les Chinois, du premier accord à long terme de ce type, conclu avec un pays occidental.

Mais pourquoi les Chinois ont-ils décidé de faire une fleur à la France? Poniatowski, qui a visité Pékin à la fin du mois de septembre explique que les raisons sont strictement politiques. Les Chinois apprécieraient beaucoup la politique française d'intervention en Afrique contre la menace du « social-impérialisme russe », et les efforts du gouvernement français en faveur de l'intégration européenne conduisant à une CEE puissante face au bloc soviétique. Mais Poniatowski oublie de citer l'identité de vues entre la France et la Chine en matière de politique nucléaire (aucun des deux pays n'a signé le traité de non-prolifération), ainsi que l'admiration chinoise envers les positions d'indépendance vis-à-vis des grandes puissances pronées par les Gaullistes. Avant le chef des Républicains Indépendants, Chirac n'a-t-il pas été reçu en grande pompe par tout le gratin pékinois et salué comme « un ami bien connu du peuple chinois? ».

Priorité à la France

En attendant, les accords franco-chinois ne sont pas aussi mirobolants qu'on pourrait le croire à première vue. Les protocoles établissent 11 aires pour

le développement des échanges franco-chinois: le pétrole, l'aluminium, l'aéronautique, le nucléaire, l'électronique, l'énergie thermoélectrique, le sucre, les insecticides, les travaux publics et l'hôtellerie. (On voit bien apparaître en filigrane, les nouveaux choix économiques de l'actuelle direction chinoise: énergie, industrialisation lourde et technologie de pointe). Mais si l'accord définit des aires d'échanges, il n'y a, pour l'instant que deux projets français acceptés par les Chinois: un complexe sidérurgique offert par Creusot-Loire et une centrale hydroélectrique à bulbes qui serait montée par Nercyc. Teng a en plus révélé, que, hors contrat, la Chine était disposée à acheter deux centrales nucléaires françaises à eau pressurisée (PWR) de 900 mégawatts chacune. Les deux entreprises intéressées - Framatome et Alsthom - utilisent une licence américaine Westinghouse du gouvernement Carter pour pouvoir exporter la technologie PWR vers la Chine Populaire. A en juger par leurs dernières déclarations, les Américains seraient plutôt réticents. Pour les quelques projets, définis dans les annexes de l'accord (complexe sidérurgique de magnésium, deux usines thermoélectriques de 600 mégawatts), les Chinois s'en tiennent à la formule de l'ancien premier Ministre Chou En-Lai: « **A prix et qualité égales, priorité à la France** ». Quand on sait que le principal reproche des Chinois aux industriels français, ce sont justement les prix trop élevés, il n'y a pas encore de quoi pavoiser. Surtout que la Chine, qui ne possède actuellement que l'équivalent de 10 milliards de francs en réserves monétaires, financera ses achats par des crédits gracieusement offerts et garantis par le gouvernement français à travers la Coface. On ne peut tout avoir. Le gouvernement français aura cependant au moins la satisfaction (rare) d'avoir une courte tête d'avance sur les Allemands dans la course au nouvel Eldorado.

Mais les Chinois, ont-ils perdu la tête? Les milliards de dollars de crédits que les banques et gouvernements des pays capitalistes sont en train d'accorder à la Chine devront bien être payés un jour. Passer sans solution de continuité, du rigoureux « compter sur ses propres forces » à un endettement massif envers l'Occident en moins de six mois, cela représente quand même un sacré tournant.

Les nouveaux riches

A la mort de Mao, la réapparition spectaculaire de Teng Hsiao-Ping aux postes de pouvoir et l'élimination des principaux dirigeants de la gauche du parti (la « Banque des Quatre ») a remis, en selle, à tous les niveaux de l'administration et du parti, les bureaucrates, technocrates, et mandarins scientifiques tombés en disgrâce pendant la révolu-

tion culturelle. Férue d'efficacité productive et de gestion économique « scientifique », cette nouvelle bourgeoisie du savoir, du pouvoir et de l'administration d'entreprises est bien décidée à éliminer tous les risques d'un retour à l'époque (noire) où elle devait aller travailler aux champs comme tout le monde et accepter la « plèbe » dans les universités.

Dans ce but Teng a lancé un programme dit des « quatre modernisations » (Agriculture, industrie, sciences et défense) qui vise à renforcer la maîtrise, encore mal assurée, de ces nouveaux cadres sur le pays.

Schématiquement il s'agit premièrement de stimuler l'agriculture industrielle (mécanisation à outrance, utilisation massive d'engrais, vastes travaux d'irrigation etc) avec tous les bouleversements brutaux que cela implique dans le mode de vie des paysans.

Deuxièmement, l'industrie se spécialisera (aussi bien en ce qui concerne la production que les régions d'implantation), importera de la technologie occidentale et fonctionnera selon les critères de la « productivité » (discipline dans les ateliers, hiérarchie rigide des fonctions, primes au rendement, etc). Troisièmement, Teng préconise la reprise en main des universités et la mise au premier plan de la « lutte pour l'expérimentation scientifique » comme critère fondamental de l'organisation de la société chinoise. Enfin, pour se ménager les militaires qui ont appuyé le « nouveau cours » et faire face aux armées soviétiques massées à leur frontière, les dirigeants chinois font le tour des capitales européennes avec une liste impressionnante de commandes militaires.

Productivité sauvage

La conséquence d'une telle option politique, grande consommatrice d'énergie et de temps de travail est un renforcement accéléré de toutes les inégalités: entre les régions qui se « développent » et les autres, entre une nouvelle couche de salariés qui travaillent avec les technologies de pointe et les autres, entre ceux qui commandent et ceux qui travaillent. De plus, l'organisation interne et les rythmes dans les entreprises et les communes agricoles seront bouleversés dans un sens plus autoritaires. Le Président de l'Académie des Sciences Sociales, Huo Chiao-mu a déjà annoncé la suppression des comités révolutionnaires dans les usines. Pour sa part, Teng Hsiao-Ping a abattu ses cartes, le 11 octobre, devant les deux mille délégués du 9ème congrès national des syndicats: « **Les travailleurs,**

a-t-il déclaré, doivent développer leurs glorieuses traditions de dur travail, d'abnégation et de discipline, acceptant sans rechigner les transferts d'emploi et aimant leurs entreprises comme leurs propres foyers. Les syndicats doivent éduquer leurs membres dans le respect d'une direction administrative hautement centralisée dans leurs entreprises et de l'entière autorité du système de commandement de la production ».

A faire rêver Raymond Barre et le CNPF. Pourtant, dans un pays aussi immense que la Chine, il n'est pas facile de faire passer une telle frénésie productiviste. Il faut dorer la pilule. La solution? La consommation. Les boutiques seront mieux achalandées: quelques bicyclettes de plus et des uniformes de plusieurs couleurs, et on espère que le tour sera joué. Mais pour que ce coup de dés ait une chance de réussir il faut que l'augmentation du « niveau de vie », principalement dans les grandes villes, soit assez rapide, d'où la précipitation de Teng et de ses complices, à liquider le passé le plus rapidement possible.

La nouvelle politique chinoise n'est pas pour déplaire aux patrons de choc ou aux technocrates et politiciens occidentaux. L'ouverture du marché chinois permettra d'amortir, un peu, les coups de la restructuration industrielle, en maintenant momentanément en vie un certain nombre d'entreprises condamnées et en favorisant l'essor des secteurs les plus dynamiques (les demandes chinoises sont souvent liées aux secteurs clefs du « redéploiement économique » - Télécommunications, informatique, transport, nucléaire). Une telle réserve d'oxygène renforce la position du patronat « moderniste » vis-à-vis, aussi bien des travailleurs, que des patrons « rétrogrades ». Dans quelques années, ces derniers seront d'ailleurs les premières victimes du développement industriel de la Chine, quand les premiers produits d'exportation chinois (textile, acier...) atteindront en masse les marchés occidentaux.

Ainsi, les échanges entre deux peuples, quand ils sont administrés par les pouvoirs en place, donnent des résultats bien étonnants. Au lieu de s'enrichir de la diversité de leurs cultures réciproques, les Chinois, d'un côté, vont connaître les joies de l'industrialisation sauvage tandis que les Français, de l'autre, celles du chômage, du travail précaire et de la restructuration économique. Tout ça mené au pas de charge.

Les ouvriers de Framatome ou de Nercyc vont-ils, au moins, réussir à obtenir des belles augmentations de salaires ou la garantie de l'emploi? Par les temps qui courent rien n'est moins sûr...

Carlos De Sa Rego ●



A lire dans le train en attendant le tunnel

L'architecture solaire

C'est le titre du grand livre qu'a publié cet été l'Association pour l'Etude de l'Energie Solaire de Veynes. Cette association est à l'origine d'un important travail d'information et de sensibilisation. Depuis plusieurs années les fêtes solaires marquent la période estivale à Veynes. L'ouverture d'un concours d'architecture solaire prolongeait logiquement ce travail d'information.

La formule de ce concours était originale. La municipalité proposait un terrain, les artisans de la ville avançaient les matériaux. Il restait aux architectes à plancher.

Le résultat est là ! C'est le livre. Il regroupe vingt et un projets présentés au concours.

Vingt et un projets de maisons sur quelques cent vingt pages, cela peut paraître beaucoup mais il ne s'agit pas là d'un manuel de construction avec plans détaillés. On trouve dans ce livre un panorama représentatif de l'architecture solaire en France (en ce qui concerne les maisons individuelles). Cette dernière se montre avec ses démarches et ses sensibilités différentes, ses querelles et ses débats. Système actif ou système passif ? L'architecture doit-elle être bioclimatique ou non ?



L'architecture solaire peut ne pas être monstrueuse

Quels sont les critères qui président à l'élaboration d'une architecture solaire ? Faut-il bâtir en fonction de la source de chaleur ? Faut-il garder les formes architecturales traditionnelles et adapter le système de chauffage ? Rares sont les projets qui ont résolu l'ensemble des problèmes dans une approche globale.

Le jury du concours, lui, n'a pas vraiment tranché. Il a accordé le pre-

mier prix à une maison aux allures traditionnelles et au chauffage adapté à cette architecture, mais le premier accessit est allé à un projet résolument «avant-gardiste». Une maison enterrée au nord, complètement ouverte au sud, une maison capteur qui s'articule autour des rayons solaires.

D'une façon générale, les projets proposés présentent des caractéristiques d'isolation et d'intégration au site beaucoup plus élaborées que celles de l'archi-

tecture «pavillonnaire» actuelle et en cela ils sont indicatifs de l'avenir. Mais il serait difficile de ne pas remarquer que l'architecture bio-climatique retrouve dans ses conceptions le «bon sens» des constructions ancestrales. Dresser des zones tampons au nord et à l'ouest, ne pas mettre d'ouverture au nord. Si on ajoute que le rôle de thermicien prend souvent le pas sur celui d'architecte, on se demande ce que signifie être architecte. Si ce n'est déjà fait et pour d'autres raisons encore, la profession semble aller vers une sérieuse crise d'identité.

Le livre a la bonne idée de se terminer sur une post-face de J. Percebois. Auteur, en 1976, de l'étude : «L'énergie solaire, perspectives économiques», il fut un des premiers économistes à dire : «Non seulement l'énergie solaire est utilisable, mais son utilisation est souhaitable».

Son intervention présente tend à souligner que l'analyse qui guide le choix d'un système énergétique devrait «prendre en compte tous les effets engendrés sur l'économie», ce qui est loin, très loin d'être le cas.

Dans quelques jours, quand le soleil sera au plus bas, pour vaincre la peur ancestrale de ne pas le voir revenir, lisez donc «L'architecture solaire».

J.L.L.

L'architecture solaire, Presse Universitaire de Grenoble, 120 p., grand format, Boite Postale 47 X 38080 Grenoble, 50F



Dessin Régis Loisel

Vite, on a besoin d'oxygène !

Je suis sans doute en retard d'un tour de manivelle. Sûrement qu'on vous a déjà causé du «parler croquant» de Duneton. Sinon, faut rattrapper dare-dare cinq ans de retard. C'est paru en 73 chez Stock. C'est peut-être épuisé ! Quel dommage !

Il faut l'avoir eu dans les mains, ce bouquin. Pas un livre, un bouquin. Et un chouette. Un qui décrasse les synapses et fait briller les neurones. Ça palpète et ça court embraser l'esprit, les mots et le cœur. C'est pourtant pas gai, ça qu'il décortique avec humour, avec verve, avec rage, le Duneton.

Le «Français» va crever, momifié, embaumé par ses censeurs, ces académiteux de toutes pelisses, verte principalement, après avoir fait crever à la ronde tous les parlers régionaux et toutes les langues, de chez nous pourtant. Le français n'appartient plus au Français. Voilà belle lurette qu'on a mis entre lui et nous un cordon sanitaire. Aseptisé le Français et nous châtrés sans voix. Le Français souffre de contenance.

C'est vrai qu'on emberlificote tous les trois mots pour aligner trois phrases, histoire d'avoir de la tenue et de ne pas laisser suinter nos basses origines de

paysans, ouvriers, artisans ou provinciaux. Pas de laissez-aller, mettons une lavallière à nos propos.

On a ratiboisé notre langue. Carrément tranché dans le vif à coup de Littré. Coupé, laminé, je ne veux voir qu'une seule tête dans les rangs de l'école et n'y entendre qu'une seule voix, celle des salons bourgeois parisiens, les belles vocalises de Duhamel ou d'Anatole France.

La cour autrefois a forgé le beau langage : fallait maintenir les idées claires et l'Ordre avec. Sait-on jamais, des fois que le peuple ait fait irruption, avec son vert jargon et son galimatias de mangeur de racines : il aurait fait tanguer le discours de l'époque, renversé la syntaxe, et peut-être, peut-être, peut-être le pouvoir qui les tenait. Ce qui se concevait clairement devait s'énoncer aisément pour que la réciproque fut vraie : une seule énonciation, une seule conception du monde, un seul Ordre naturel des choses.



Dessin Régis Loisel

Machiavélisme ou pente naturelle du pouvoir centralisateur ? Pas si simple, toujours est-il que ça dure encore. Aujourd'hui, à la télévision, l'accordéoniste ou l'économiste distingué s'expriment comme il faut, ils ont «donc» les idées claires. Pas moi. Moi, je vis, je trime et je bosse, je vais au turbin, au charbon, au boulot, parfois je pointe, pardon je «participe à l'expansion», oh bien sûr, je sais articuler je ne suis pas tout à fait un singe, je parle même plutôt joliment de tout ce qui fait ma vie de tous les jours, je dispose en cachette de mots gais et de mots tristes, hélas aussi de beaucoup de mots qu'on dit gros. Gros pour qui ? Gros pourquoi ? Gros de conséquences.

Pas le droit de cité dans les livres, les discours officiels pour tous ces mots impurs (familiers, populaires, vulgaires, nous dit le dictionnaire) : ils n'entraient pas dans d'aristocratiques préoccupations, ils n'entrent toujours pas dans les priorités nationales. Les citer, mais en les maquillant.

Duneton explique ça, exemples à l'appui, force raisonnements et solide savoir, lumineusement. Etonnant d'ailleurs pour un occitan, le cul entre deux chaises, s'appuyant avec bonheur sur l'anglais qui lui est d'un solide secours. Etonnant ? Pas tant que cela. Sans l'occitan si riche quand on le laissait vivre, sans l'anglais qui n'a peur de rien, il ne se serait peut-être jamais aperçu qu'à côté du français «officiel» en livrée verte qu'on met sous cloche, vaste entreprise de mythification qui a encore cours ici et dont on se gargarise auprès de l'étranger, il y avait moyen de faire quelques chose avec le parler français, les parlers croquants, qu'on nous vole. Mais il faut faire vite, car on crève, nous autres, on étouffe dans un costume taillé trop juste. Et d'un pouvoir à l'autre, il a même tendance à rétrécir.

Est-il si loin le temps où une petite gueule d'amour passait sans vergogne en tricote dans les bras d'un accordéoniste ou la java était bleue sans faire rougir personne ?

Duneton, je suis navré : je bredouille, j'annonce, je n'évoque que le vingtième des pépites du bouquin, et je les dénату-



Dessin Régis Loisel

re, je bégaye. Pourtant j'aime le français, j'aime le français augmenté de tous ses croquants, de tous ses argots, et aussi de tous ces concepts nouveaux nécessaires à l'évolution de la pensée. Mais je n'ai pas eu l'occitan, moi, pour me ressaisir. Pour revivre, un petit coup d'aiguillade au langage ne serait pas de trop. Le «beau langage» a tout fait crever et crève à son tour. Il aurait été plus simple de gagner du temps en entonnant aux enfants de Navarre ou de Bretagne cet anglais vivace, finalement plus proche d'eux. Ça fait un peu froid dans l'échine.

La solution : «faut redonner la parole aux Français. Ils abimeront tout !... Ça les regarde. Ils parleront croquant... Et puis après ! C'est un choix : parler croquant ou parler anglais !» avertit Duneton.

Pierre-Yves poindron



Dessin Régis Loisel

Les Nocturnes

Régis Loisel était un inconnu pour moi ; il m'a conquis du premier coup d'œil. Comment aurait-il pu en être autrement alors que son album (*) débute par une histoire de Pierrot, ce personnage merveilleux qui m'a toujours fasciné. Et que Loisel sert remarquablement. Mais la suite, bien que d'un style totalement différent, n'a rien à envier à ce petit chef-d'œuvre. Sur de courts scénarii (de lui-même mais aussi de Cothias, Forcadell, Letendre et Cabanes) à l'humour acide, Loisel nous fait la démonstration de la diversité des techniques qu'il maîtrise. Le regard critique et radical qu'il jette sur notre environnement quotidien (peine de mort, armée, univers hospitalier, etc.) ne laisse aucun doute quant à la lucidité des auteurs. Je ne suis pas sectaire et sais à l'occasion apprécier le talent des gens avec lesquels je ne suis pas d'accord, et même pas d'accord du tout. Il n'empêche que ça fait toujours plaisir de sentir le/les copain/s derrière le/les auteur/s.

Gégé

(*) Les Nocturnes, Régis Loisel, Kesselring Editeur, 48 pages.

L'enfer du café

La vie, c'est la diversité. La Colombie, grenier des multinationales, a développé la monoculture industrielle du café. C'est une catastrophe écologique, économique et sociale qui l'attend...



Photo Alfonso Angel

L'histoire de la Colombie ressemble à celle de chacun des pays d'Amérique Latine : un pays colonisé au XVIème siècle par les Espagnols (attirés par les mines de l'Eldorado), un pays où s'édifient des haciendas géantes qui s'enrichissent sur le dos des esclaves et des indiens.

Après de multiples insurrections, Bolivar proclame, le 10 avril 1819, l'indépendance de la Grande Colombie qui donnera naissance à la Colombie, au Venezuela, et à l'Equateur.

Déchiré pendant un siècle par une multitude de guerres civiles ce pays ne trouvera un semblant de stabilité politique qu'avec la constitution, en 1945, d'une Union Nationale regroupant les partis conservateurs et libéraux. Hormis un intermède militaire, de 1953 à 1957, la Colombie bénéficie donc d'un rare privilège dans ce sous-continent : un gouvernement civil. Ce qui n'empêche pas des entorses répétées aux libertés démocratiques que favorise un monopole du pouvoir par ces deux grands partis alliés au sein du Front National. Ce sont ces violations répétées qui ont favorisé la création de nombreux foyers de guérilla.

L'activité de cet immense pays (plus de deux fois la France) est essentiellement agricole : 31% de la population active y est employée contre 16% dans le secteur industriel. La principale culture y est celle du café qui place la Colombie au premier rang mondial pour la production de cette denrée.

Au second rang arrive le maïs (13% des terres arables). Ces richesses font de la Colombie un pays dont la balance agricole est régulièrement bénéficiaire. Ce qui, pour une telle économie, représente un atout de taille en même temps qu'un sérieux handicap, la dépendance à l'égard des systèmes commerciaux internationaux pouvant jouer de mauvais tours en cette période de restructuration de l'économie mondiale.

Seconde richesse colombienne, l'industrie minière représente 8% du produit national brut. Quatrième producteur mondial de platine, onzième producteur d'or, bien placée pour la production des émeraudes, les richesses minières de ce pays sont pourtant essentiellement énergétiques. Les réserves de pétrole sont évaluées à 230 millions de tonnes (7 millions pour la France), celles de gaz naturel à 142 milliards de mètres cube (à égalité avec la France) et ses réserves de houille la placent au onzième rang mondial.

Le secteur industriel est constitué principalement de petites entreprises (textile, coton, ciment...) et d'une industrie lourde en voie de développement (le fleuron étant l'aciérie de Paz del Rio).

La Colombie subit aujourd'hui les conséquences de sa richesse : la masse monétaire ayant augmenté, il s'en est suivi une forte hausse du coût de la vie, le taux d'inflation étant en 1977 de 30%. Paradoxe d'une structure économique incapable de faire cohabiter production de richesses et niveau de vie correcte pour l'ensemble de la population. Le témoignage de Dominique Labbé met en valeur ces mécanismes qui font d'une révolution verte réussie une gigantesque catastrophe sociale et écologique. Là-bas aussi, pour des millions de personnes, la mise en place du nouvel ordre économique mondial signifie une misère accentuée et des libertés de plus en plus restreintes.



L'enfer du café

A Pampelune, on lâche de petits toros dans la rue. Ici, à Espinal, gros bourg du Tolima c'est le peuple qu'on lâche dans l'arène pour fêter la Saint Pierre. Et les petits machos s'en donnent, à plusieurs centaines, indistincts dans la poussière. C'est à qui attrapera la queue, une corne du gigantesque toro buffle, lui donnera un coup de pied au cul, le prendra au lasso. Puis une charge puissante en culbute quelques uns, disperse tout le monde. Et ça recommence sous les hourras de la foule qui fait tanguer les tribunes de bambous. Là-bas, deux types de la police militaire soutiennent un gars qui vient de ramasser une bonne cornada. Nous le reconnaissons, c'est Roberto, un domestique de la Finca où nous sommes installés. Entre les deux flics, il paraît encore plus petit (tout le monde l'est à cause de la malnutrition). Son visage d'indien est tiré par la douleur et l'alcool. Il se débat pour qu'on le laisse retourner se «venger». Quand il nous voit, il sourit gêné comme si nous le prenions en faute...

Depuis la veille au soir, c'est le défoulement pur. Musique, aguardiente, bière, bagarres et sang à flots. On vient de loin tant est grande la réputation de cette terre de violence. Ici, la corrida est une passion. La Colombie produit pas mal de toreros. Coursés par la misère, braves à la folie, ils font un malheur jusqu'en Espagne. Cet après-midi là, chaque passe produit une onde de plaisir dans la foule et la mise à mort provoque un véritable spasme. C'est la ruée des enfants pour voir l'agonie, fouiller le sang, s'en barbouiller et fêter d'un coup de pied dans la charogne, leur entrée dans le monde des adultes. En face, un type s'effondre tué par l'alcool et l'émotion. La police militaire l'emporte sur une civière entourée par le hurlement des femmes et la galopade des copains hagards. La main violacée serre le goulot d'une bouteille cassée dans la chute. Déjà, le toro suivant est lâché, la fête continue. La nuit tombée, on se presse encore aux combats de coqs, pariant au milieu des cris, dans la fumée de la viande et du maïs sur la

braise. Et cela trois jours durant. Bilan: 3 morts, une centaine de blessés. On a vu pire.

Au retour, c'est Roberto, claudiquant, qui nous ouvre le portail. Il va regular, c'est-à-dire pas bien. Pourquoi ce fusil à l'épaule? La **violencia** sigue (la violence continue), nous répond-il. Non pas seulement pour constater la violence ambiante mais surtout en référence à la **Violencia**, cette guerre civile qui fit, de 48 à 58, plus de 300 000 morts, dont près de la moitié dans le **Tolima grande**, fief traditionnel des libéraux que les conservateurs avaient décidé d'exterminer. Roberto y a perdu son père et un oncle morts dans les guérillas libérales. Résultat du massacre: la concentration foncière (payer une bande pour semer la terreur était le meilleur moyen de s'emparer des terres), un exode rural qui ne se tarit plus et un partage du pouvoir fifty-fifty entre les oligarchies libérales

cieux **doctor** et de ses amis. Le clan Santofimio a mis la main sur l'administration du département où plus rien ne se fait sans son patronage et la dime correspondante. Le Président actuel, Turbay, lui doit son élection et ses partisans ont badigeonné tous les murs de la région: «1982 Santofimio Président». Aux élections législatives, cet escroc a mené campagne depuis sa cellule, se proclamant victime de l'oligarchie, défenseur du peuple et du socialisme. Facilement réélu, il fut libéré peu après l'élection de Turbay. Son retour au pays fut éclatant. Ses amis avaient affrété des cars pour amener des milliers de paysans à Ibagué. Il fut porté en triomphe au cours d'une grande journée de liesse populaire où l'aguardiente coula à flots.

Région féodale et reculée? Tout au contraire. Le Tolima est le symbole de



et conservatrices, transformant la «démocratie» colombienne en vaste farce.

La violence, dans la campagne colombienne, c'est aussi l'absence de cadastre sérieux qui permet aux grands propriétaires de s'appropriier les terres des petits paysans et aux colons de s'emparer des réserves indiennes, la collusion de l'armée avec les latifondiaires pour mener tambour battant les expulsions, les livres de compte fantaisistes pour enchaîner à vie les **péones** analphabètes. Il y a moins de vingt ans, l'administrateur du domaine où travaillait le grand frère de Roberto, disait «le gros zéro tue le petit» pour faire glisser les décimales sur son livre. Cela existe encore dans de nombreux endroits. La violence, c'est encore des régions entières sous contrôle militaire et où, pourtant, la guérilla est sans cesse plus nombreuse et plus active. Enfin, c'est le **gamonalisme**, clientèle social et politique qui prolonge naturellement la domination économique. Quand on interroge Roberto sur ses opinions, il les résume par le vieux schéma, «ceux d'en haut et nous autres», mais sa réponse spontanée fut: «libéral comme le patron»...

Le **gamonalisme** se répand et se modernise. Le chef du parti libéral dans le Tolima, Santofimio, président de la Chambre des députés, a été mis en prison, en janvier dernier, pour avoir signé un demi-millier de contrats de travail fictifs à des vieillards, des enfants en bas âge, des morts, dont les salaires allaient dans les caisses du parti mais aussi dans les poches de l'astu-

l'agriculture moderne. Le taux de mécanisation y est le plus élevé du pays. C'est une région d'agri-business typique produisant, pour l'industrie et l'exportation, du riz, du coton, du soja, du maïs avec un gros apport de technologie. Un climat exceptionnel et des salaires dérisoires font le reste. Nous avons vu une Finca de 15 000 hectares, surface nullement exceptionnelle, partagée entre le riz et l'élevage, dotée d'un lac artificiel, d'un moulin d'écoassage et d'une usine de conditionnement. On s'était contenté d'égaliser d'un coup de bull, de tracer des canaux en arabesque et de laisser l'eau couler. On gâche et on pollue, mais on économise la mise en plan et les digues. De plus, comme les nouvelles variétés, courtes et robustes, ne sont pas pliées par le vent, plus besoin de haies ni de morcellement. De véritables lacs de riz sont apparus, dans le Tolima, le Magdalena, le Nord de Huila, avec de très gros profits mais aussi de multiples inconvénients que ne supportent pas les propriétaires.

La révolution du café

Avant tout, la monoculture industrielle signifie exode rural. Les **péones** ont le choix: les bidonvilles et le chômage urbain ou trouver ailleurs un coin de terre à défricher. Ils sont des milliers à partir et, souvent, à laisser leur peau en Amazonie, dans les Llanos, plaine immense de l'Est, dans le Darien, à la frontière avec Panama, dans certaines vallées reculées du Cho-



Photo Germán Castro

co, du Cauca où ils disputent la terre aux communautés indiennes. Dans cette dernière région, on nous a dit comment distinguer le colon de l'Indien qui, physiquement, se ressemblent beaucoup. Le petit colon métis a la passion de l'appropriation: il met du barbelé. De plus, il plante du café.

La mythologie du café remonte au XIX^{ème} siècle, lors de la colonisation de l'Antioquia, vaste région de la cordillère centrale et occidentale tenue à l'écart de la colonie par son caractère accidenté et boisé. Elle fut défrichée par des paysans sans terre affluant des régions voisines, ravagées par les guerres civiles et la grande propriété foncière. Ces gens plantaient un peu de café pour obtenir un petit revenu monétaire et compléter les ressources de la polyculture. C'est ainsi que la Colombie devint le second producteur mondial de



Photo Elias Fonseca

cafétero est mort, vive la monoculture industrielle!

Monoculture : désastre.

Le passage de l'arabica au caturra demande des capitaux énormes et il faut attendre trois ans pour que donnent les nouveaux plants. Le café est alors devenu l'affaire de quelques grandes familles. Par l'intermédiaire de la Fédération dont elles ont pris le contrôle, elles détiennent le monopole de la commercialisation et manipulent ainsi des sommes égales au tiers du budget de l'Etat. Elles ont donc largement les moyens de racheter en masse les petites exploitations ruinées par l'inflation. Le triomphe de la monoculture dans cette région traîne avec lui son cortège habituel de maux: pénurie de produits frais, inflation des prix alimentaires, exode rural massif et apparition concomitante d'une classe misérable de salariés ambulants. Les départements caféiers sont en train de rattraper les tristes records nationaux de violence, de mortalité infantile, de malnutrition et de prostitution.

Les mêmes constatations peuvent être faites dans le Magdalena à propos du coton et, plus encore avec le sucre, dans la vallée autour de Cali. Les agronomes vous disent avec fierté que c'est la terre la plus riche au monde. Il y a dix ans encore, on traversait d'immenses herbages coupés de minifundios concédés aux péones pour assurer leur subsistance. Ils y faisaient pousser de tout: fruits, platanos, haricots, légumes dont une partie assurait au prolétariat de Cali une nourriture peu chère et relativement riche. Tout cela a sombré dans la mer de canne à sucre. La région est devenue une plaine morne coupée de canaux, obscurcie par la fumée des usines à sucre et des incendies de chaumes car, ici, pas de préoccupations écologiques, c'est plus rapide de brûler que d'enfouir et tant pis si les terres s'épuisent. Là aussi, le même désastre social: explosion urbaine, inflation, violence et concentration foncière inégale. Cinq familles (Eder, Caicedo, Gonzales, Cabal et Holguin) possèdent 220 000 hectares de sucre et plus de 350 000 avec les parcelles de réserve et d'élevage. Elles contrôlent les trois quarts de la production ainsi qu'un immense appareil industriel et financier. Plusieurs de leurs membres siègent au Parlement. L'un d'eux est même ministre. Tout cela au prix de l'écrasement sanglant



Photo Lope Medina

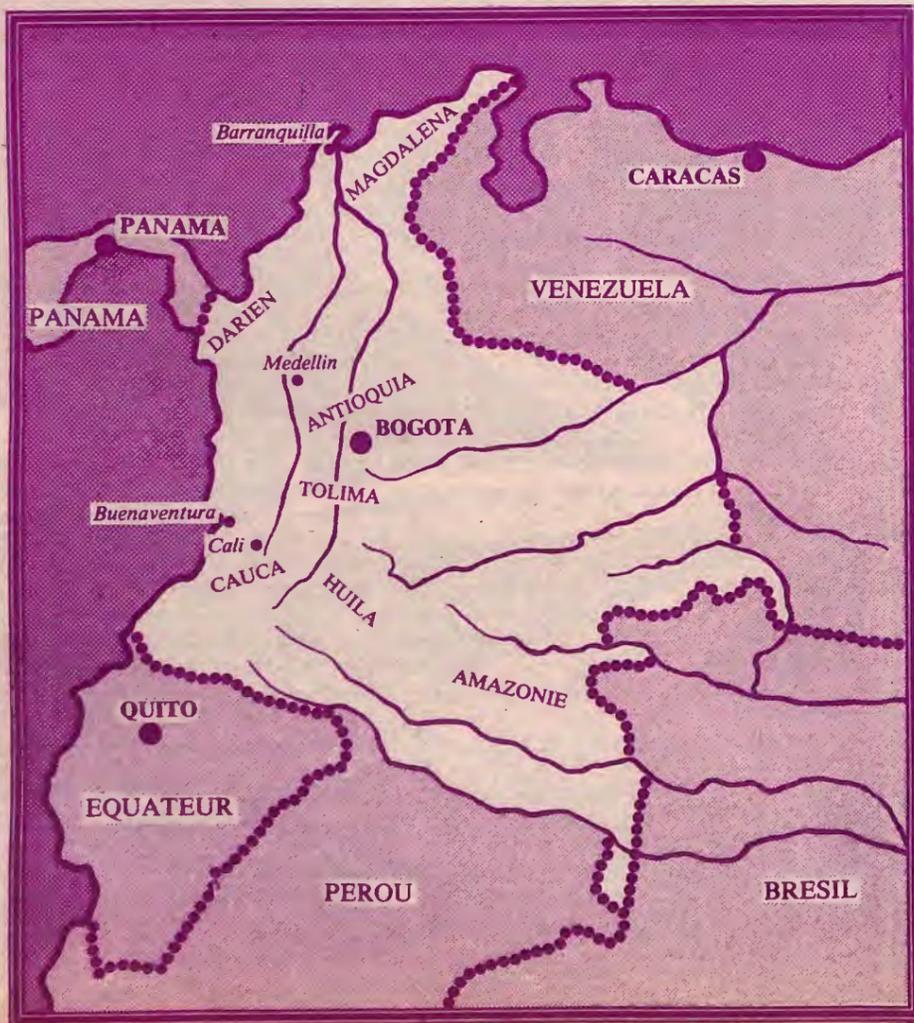
d'innombrables mouvements d'occupation de terres et de révoltes paysannes.

Le capitalisme, c'est le désordre.

Mais la note à payer, pour que l'oligarchie colombienne se hisse sur les marchés mondiaux, risque d'être beaucoup plus lourde encore. Par exemple, le café qui représente plus des deux tiers des exportations officielles, sera probablement le désastre économique de

demain. En effet, les gelées qui, en juillet 75, ont détruit la majorité des caféiers du Brésil, en provoquant une flambée spéculative, ont masqué la baisse relative et continue du prix du café depuis trente ans. Cette baisse provient du recul de la consommation dans les pays industriels (le petit noir donne de l'hypertension...) et de l'apparition de nouveaux producteurs (Amérique centrale, Côte d'Ivoire, Indonésie...). En face de cette dispersion, cinq entreprises mondiales contrôlent 80% de la demande, la moitié pour les seules General Foods et Procter and Gamble. Or, à partir de 76, tout le monde s'est mis à planter, ce qui promet un bond de la production vers 79-80. Depuis 77, le prix international dégringole de 3 dollars à 1,50 la livre aujourd'hui. Tout le monde prie pour qu'il gèle au Brésil, mais à long terme la chute est certaine. Ernesto Samper spécialiste de la question, prévoit la faillite du pays, avec le café à un demi dollar, sans autre exportation et avec les gueules menaçantes du Fonds monétaire nous exigeant des dévaluations ou la tête des ministres des finances...

Enfin, l'addition ne serait pas complète si l'on n'y ajoutait pas la catastrophe écologique que vit la Colombie. Par exemple, des scientifiques de l'Université du Tolima viennent de lancer un S.O.S. devant la mort rapide des cours d'eau de la région caféière. Les grands cafeteros y rejettent les résidus du dépeçage des graines autrefois utilisés comme engrais. Cela correspond annuellement aux déchets organiques d'une population de mille millions... Ou encore, dans cette mer verte qui moutonne sur les colines et le versant des montagnes, plus rien ne s'oppose à la progression des maladies. La rouille du café prolifère sous les feuilles, les faisant gondoler comme du papier gaufré et virer au rouge, entraînant la mort de l'arbre par extinction de la fonction chlorophyllienne. La maladie était autrefois bloquée par la dispersion des plants et la diversité écologique exigée par l'arabica qui favorisait la multiplication des prédateurs naturels.



café... La région caféière, qui comprend le quart de la population colombienne fut longtemps la plus prospère et les cafeteros - dont le nombre approcha le demi million - représentaient l'idéal social du pays. Des familles nombreuses, pas de vendetta, un gremio (Fédération des cafeteros) réunissant «fraternellement» gros et petits. Bref, une sorte de classe moyenne paysanne.

Si tant est que ce modèle ait jamais existé, il est en train de sombrer par élimination progressive des intéressés. Un demi million à la fin de la guerre, les cafeteros étaient encore 300 000 il y a dix ans, mais neuf sur dix d'entre eux possédaient moins de 5 hectares. Ceux-là abandonnent par dizaines chaque jour, sous l'effet combiné du libéralisme économique et de la révolution caturra. En effet, le caféier classique, l'arabica, nécessite des conditions écologiques très particulières. De la chaleur mais sans soleil, de l'humidité mais sans excès d'eau. Pour l'ombre et la stabilité du sol, on associe l'arabica aux légumes, au platano (qui donne les bananes à frire), aux arbres fruitiers, le tout entouré de haies de bambous et de grands arbres. L'autosubsistance de l'exploitant en découle, mais cela demande une main d'œuvre nombreuse avec une productivité faible. Les manipulations génétiques de «révolution verte» ont donné naissance à une variété plus productive et résistante au soleil: le caturra. On peut la planter seule sur des surfaces aussi grandes que l'on veut. Le jardin d'arabica du petit



L'enfer du café

Aujourd'hui, les souches de rouille, très proliférantes, deviennent résistantes à tous les pesticides connus. Déjà au Brésil et au Nicaragua, elles ont provoqué des pertes effroyables. Maintenant, c'est l'alerte générale en Bolivie et en Equateur. Un quart de la récolte est considérée comme perdue et certaines régions de Colombie sont touchées.

Le bombardement chimique

Mais, il y a encore un ennemi plus redoutable: le climat. Des périodes de sécheresse succèdent à des précipitations violentes, détruisant les sols qui ne sont plus protégés par les arbres, les haies, les fossés des minifundios. Selon certains, cette région est promise à devenir rapidement un second nord-est.

Le désastre écologique commence à préoccuper les colombiens. A notre arrivée dans le Tolima, là où nous avons connu Roberto, la conversation roula sur la mort des grands arbres, la disparition du gibier, les maladies du bétail. Selon nos hôtes, le coupable était une cimenterie située à une petite dizaine de kilomètres. Pourtant, tôt le matin, nous fûmes réveillés par le couinement rageur d'un avion de tourisme qui faisait la fumigation aérienne d'un champ de riz. A chaque passage, le petit avion, dont les roues semblaient toucher la surface verte, se cabrait pleine gomme pour éviter un bosquet, laissant derrière lui une gerbe d'insecticides que le vent plaquait sur les arbres.

En une dizaine de jours, nous avons vu la scène se reproduire à plusieurs reprises au détriment d'un troupeau, de petites fermes et de jardins.

Les plus gros utilisateurs d'insecticides sont les cultivateurs de cotons. Théoriquement, ils pulvérisent des produits spécifiques et à titre curatif. En réalité, un agriculteur du Tolima nous disait qu'échaudés par de lourdes pertes, ils commencent tous des traitements préventifs avant même la floraison et, à la fin, ils imbibent les cultures de tous les mélanges possibles en repassant tous les 5 à 6 jours, parfois moins en cas de grosses pluies. Résultat, l'année dernière des parasites sont devenus résistants à l'ensemble des produits connus flottant en l'air une partie importante de la récolte. Par contre-coup, la surface ensemencée en 78 a beaucoup baissé et l'industrie textile, la première du pays, envisage de recourir aux importations. Demain ce sera le tour des bananiers, de café, du riz, des pommes de terre...

La population rurale souffre terriblement de ces pratiques. Un homme les dénonce sans relâche: le docteur Marco Micolta qui dirige depuis trente ans l'hôpital de Guamo déservant une région agricole d'un demi million d'habitants au Sud du Tolima. Pour les 12 derniers mois, dans son seul établissement, il a pu observer 175 cas d'intoxication: déformation du fœtus, avortements non volontaires, naissance prématurées avec une pointe exceptionnelle, toujours à l'époque de la récolte.

Beaucoup d'enfants naissent avec des becs de lièvres, des déformations du palais, des membres atrophiés, les filles avec des défauts de la vulve. Les adultes intoxiqués par les produits chlorés présentent des symptômes comme diarrhées, rigidités musculaires, folies... Dans la région, les rivières sont mortes, les poules, les colombes et les canards ont disparu, 90% du bétail souffre de bruxellose. Nos observations, poursuit le Dr Micolta, concordent avec les études menées au Vietnam sur les bombardements effectués par les Américains avec des substances comme l'agent orange (2, 4D et 2,4,5T), contenant de la dioxine.

Seveso tous les jours.

Les premiers cas apparurent en 1972, c'est-à-dire exactement à l'époque où l'usage de ces produits fut interdit aux

Etats Unis et en Europe. Les firmes multinationales (comme Gevaudan auteur de Seveso) les ont commercialisés sous des noms anodins dans les pays comme la Colombie où ils rencontrent une administration corrompue et compréhensive. Depuis, malgré les articles de presse et plusieurs dénégations officielles, l'agent orange continue à être utilisé ainsi que tous les pesticides organo-chlorés, phosphatés interdits ou sévèrement réglementés dans les pays industriels (Aldrine, Dieldrine, Lindane, Parathion...).

Le premier juillet, à Santa Marta, un ingénieur agronome, Juan Martinez, rendait public un rapport sur la contamination de la zone bananière dans lequel il note une série de faits alarmants comme la naissance de veaux malformés ou sans pattes de devant. Les habitants d'Aracataca (le Macondo de Garcia Marquez) et de Fondation



Photo Mikael Wistrom



Photo John Curtis

sont angoissés par les cas de zoo et de phytoxicité qui ravagent la région, pertes de cultures, mort de volailles et de veaux dont l'autopsie révèle l'accumulation d'insecticides dans les viscères... A Aracataca de multiples cas de lésion de la peau sont attribués à l'eau potable qui provient en partie d'exploitation rizicoles situées en amont de la station de captage... A l'embouchure du rio Sevilla, de grandes destructions de végétation ont provoqué la fuite ou la disparition de nombreuses espèces, des solipèdes comme le gasset, des singes, jaguas, lamantins, tortues... La Ciénaga grande, mer intérieure au pied de la Sierra Nevada, est totalement contaminée.

De tout le pays affluent de semblables nouvelles qui annoncent le naufrage humain et écologique d'une terre dont la richesse est à l'origine de sa misère présente. La violence envers la nature, dit German Caycedo, paraît être un prolongement de celle dont souffrent les hommes. En Colombie, nous sommes en train de fabriquer un désert, pas toujours de notre propre initiative, comme dans le cas des fongicides qui détruisent les gens et les sols ou dans celui des forêts, dont l'arasement «légal» fut institué à la fin du siècle dernier au profit de compagnies étrangères protégées par l'Etat. Les conséquences prolifèrent comme un cancer: inondations impressionnantes qui détruisent tout à la saison des pluies, épuisement progressif des ressources, sécheresses qui calcinent les sols en hiver...

Dominique Labbé (sept. 78) ●

NOBILIS

Papiers peints "de distinction"



photo Arnaud Baumann

Papier: du gaspillage au recyclage

Un débat organisé par les Amis de la Terre fait le point sur l'opportunité du recyclage du vieux papier.

La France importe chaque année des milliers de tonnes de pâte à papier qui pèsent lourd dans la balance commerciale : deuxième poste déficitaire après les importations pétrolières. Dès qu'il est question de gros sous, même les esprits les plus obtus comprennent : le recyclage des vieux papiers et des vieux cartons ralentit l'hémorragie de devises. Mais il n'y a évidemment pas que cela. La pâte à papier neuve bouffe pas mal de forêts et globalement beaucoup plus d'énergie que celle provenant de nos bons vieux papiers.

Ce n'est pourtant pas aussi simple que cela. Avec une histoire comme celle du recyclage des vieux papiers, on mesure une fois de plus que la «dure loi du marché» est incompatible avec l'utilisation rationnelle des ressources. Ce n'est pas tout de dire : vive le papier recyclé. Nous ne sommes pas au bout de nos peines : obstacles techniques, obstacles psychologiques, obstacles économiques se dressent sur notre route, au moins tant que nous sommes obligés de nous la frayer dans le système économique tel qu'il existe actuellement. C'est du moins ce que j'ai cru comprendre à l'issue du débat organisé par les Amis de la Terre, qui avait réuni des professionnels à tous les stades de fabrication, utilisateurs et représentants de l'Etat.

Des marchés fluctuants

Pour que les entreprises papetières produisent du papier recyclé, il faut évidemment qu'elles soient sûres de pouvoir l'écouler et d'en

dégager des marges bénéficiaires suffisantes. Le jeu en vaut-il la chandelle ? Rien n'est moins sûr, répondent les professionnels. Tout d'abord, parce que, aussi bien en amont qu'en aval, les prix du vieux papier comme ceux du papier recyclé sont tributaires du prix de la pâte à papier normale. Que les cours de celle-ci s'effondrent, s'effondre aussi celui du vieux papier. Dès lors, quel intérêt de le collecter, de le récupérer, de le trier ? A l'autre bout de la chaîne, les nécessités techniques du traitement ne permettent pas toujours d'obtenir un prix de papier recyclé concurrentiel ou suffisamment avantageux pour des qualités réputées peut-être à tort inférieures.

Les utilisateurs de fibres celluliques de récupération sont coincés entre deux marchés extrêmement fluctuants.

La blancheur... une obsession

Les débouchés se heurtent également à des obstacles psychologiques. Les utilisateurs de papier graphique sont généralement obsédés par la blancheur. Certains papiers de récupération qui pourraient fort bien être transformés en papier d'imprimerie sont dès lors sous-utilisés et au nom d'un préjugé soigneusement entretenu par la publicité, on continue à abattre des arbres. Une meilleure adéquation des fibres de récupération aux produits finis entraînerait de sérieuses économies. Est-il nécessaire d'utiliser du papier brouillon d'une blancheur éclatante ? Faut-il réellement que ma revue

hebdomadaire soit imprimée sur papier glacé ?

Dernière série d'obstacles, les obstacles techniques : tous les papiers de récupération ne peuvent servir à la même chose. Pour certains d'entre eux, le traitement peut en effet être coûteux. Certains «contaminants», encre ou couverture plastifiée par exemple, posent de gros problèmes techniques, qui, pour certains, sont en passe d'être résolus, et pour d'autres, nécessiteraient une concertation entre imprimeurs, fabricants d'encre et fabricants de papier. Dans l'état actuel des techniques, l'appel à la récupération volontaire de journaux et de revues conduit à ce paradoxe : l'augmentation de la production se traduit par un prix de revient plus élevé, étant donné que la réserve de vieux papiers aisément recyclables ou disponibles est actuellement loin d'être inépuisable. Rien donc ne pousse les industriels à investir.

Pour une collecte sélective

Pourtant une meilleure utilisation des différents papiers récupérés libérerait des créneaux : si certains papiers de qualité supérieure nécessitant peu de traitement servaient à la production de papier à usage graphique (ce qui est possible à un coût restreint mais se heurte aux obstacles psychologiques) la collecte d'autres sortes de papier cesserait d'être superflue. Les qualités inférieures pourraient en effet être utilisées dans la production de cartons recyclés, actuellement saturée. Traitement et coût du traitement seraient alors en rapport avec le produit fini et la matière première.

La fin des mythes

Les Amis de la Terre soulignent qu'une collecte sélective à la base faciliterait la récupération d'autres produits : «Le recyclage du papier peut contribuer à résoudre les problèmes des déchets».

Certaines expériences mettent fin à des mythes : «On ne peut se servir de papier recyclé pour les journaux». Voire l'U.F.C. apporte la preuve du contraire. Depuis octobre, «Que Choisir ?» est en effet imprimé sur papier recyclé sans pour autant mécontenter ni le lecteur à qui l'on prête le goût de la blancheur, ni l'imprimeur qui a fini par trouver les mises au point nécessaires. L'expérience de la municipalité de La Rochelle est également significative. Certes la collecte des 80 tonnes de vieux papiers recueilli chaque mois revient à 10 000 Francs, «mais c'est un déficit purement comptable». Ces vieux papiers devaient de toute façon être éliminés. Or, le coût de l'élimination n'est pas pris en compte dans les calculs. Il y a gros à parier que l'un dans l'autre la collectivité est gagnante.

Pour ne pas prêcher dans le désert

Le recyclage des papiers et cartons est non seulement écologique, mais aussi économique et rationnel. Encore faut-il s'en donner les moyens. Aussi les Amis de la Terre lancent-ils une campagne en sa faveur.

Ils demandent notamment l'interdiction des principaux contaminants (encres difficilement désencrables, papier plastifié), la réduction de la T.V.A. sur le papier recyclé, la mise en place d'un service d'information et de formation auprès des municipalités et associations désireuses d'organiser la collecte des ordures ménagères, etc. Les administrations pourraient également donner l'exemple (à commencer par les P.T.T. avec l'opération «Bottin recyclable»).

Il va de soi que la première action consisterait à ne pas gaspiller le papier. Mais c'est pour l'instant prêcher dans ce qui risque de devenir un désert.

P. Y. P. ●

Le Pellerin au pied du mur

Le Pellerin : la mascarade continue. Barre a signé la déclaration d'utilité publique de la centrale du Pellerin (Journal Officiel du 2 décembre) qui n'est donc plus un projet. Il ne reste plus au ministre de l'Industrie qu'à signer l'autorisation de début des travaux. Cette D.U.P. n'est pas une surprise : ce n'est que le prolongement de la politique du mépris et du fait accompli, dont l'Etat se fait le champion.

Bien sûr, aucune des réserves formulées par le Conseil d'Etat à propos de ce site n'a été prise en compte : «Le Conseil d'Etat croit utile d'attirer l'attention du gouvernement... sur les mesures de protection de la population qui devraient éventuellement être prises». Le site du Pellerin reste encore l'un des plus mauvais sites nucléaires du monde, de par la présence à une quinzaine de kilomètres d'une agglomération de 400 000 habitants. Dans ce dossier, une phrase en dit long sur la détermination de l'Etat : «Les résultats de cette enquête, si l'on excepte les nombreux opposants qui se prononcent inconsciemment contre l'énergie nucléaire et la politique du gouvernement en ce domaine, font ressortir les préoccupations des personnes directement concernées par ce projet». Autrement dit, si on retire les «non», la conclusion de l'enquête est oui.

Les réactions locales sont multiples : tous les panneaux routiers ont été recouverts d'une affiche : «Le Pellerin, zone radioactive». De nombreuses distributions de tracts ont eu lieu. Mercredi 6 décembre, une manifestation a rassemblé à Nantes 1500 personnes. C'est peu. Il ne faut pas cacher les tensions et les désaccords qui traversent le mouvement anti-nucléaire. Les rangs vont-ils se resserrer devant une menace de plus en plus précise ? «Libération rapportait cette semaine le témoignage de «chouans» du pays, qui illustrent quel peut être chez certains l'état d'esprit : «On vient de planter de la vigne sur le tracé de la future voie ferrée. On dort tranquille et on a des fusils... L'hiver nucléaire s'annonce mouvementé».

Dominique ●

P.S. : Deux actions prochainement :

- dimanche 17 journée d'information au Pellerin sur le thème : «non à la centrale, oui à la vie» ; on parlera de la vie au Pellerin, de la pêche à la civelle, de l'estuaire ; on labourera et ensèmera un champ.
- mardi 19 le Pellerin sera ville morte, rideau baissé et rue déserte.



Le nucléaire crée le chômage

En misant sur le nucléaire, le groupe Empain-Schneider condamne délibérément ses autres secteurs d'activité.

Qu'une vieille entreprise de métallurgie nantaise, Brissonneau et Lotz Marine annonce 282 licenciements, voilà hélas une affaire bien banale à notre époque. Mais que les militants d'un groupe politique, *Vent de la Zone* (1), implantés dans cette boîte, fassent l'analyse des liens directs entre leur situation et la restructuration internationale du capitalisme, voilà qui est moins courant! Ils démontrent chiffres et dossiers en mains, que le responsable de la crise n'est autre... que le nucléaire!

La réorganisation de l'ordre capitaliste international est aujourd'hui dans une phase de restructuration interne des monopoles. Le but : remodeler le gâteau pour en avoir une plus grosse part ! Le principe : constituer dans les pays « forts » des multinationales tenant les secteurs clés (pour la France, le nucléaire et

le groupe Schneider (2/3 du groupe Empain-Schneider) : « les solutions relèvent tout d'abord d'une analyse rigoureuse des créneaux d'activités encore ouverts à nos entreprises au sein de la concurrence internationale : elle passe sans aucun doute par une sélection sans complaisance des points forts ainsi dégagés et par un abandon des points faibles qui sont excessivement consommateurs de capitaux » Dans l'entreprise, cela se traduit par : « pas de commandes, donc pas de travail, donc licenciements et restructuration ! »

L'arme financière

Alors, la crise ? Une fatalité de conjoncture ? Nenni. Sur l'échiquier international, les fous et les rois déplacent les pions à leur guise.

Le choix stratégique d'Empain-Schneider est clair : « depuis 70,

1978 présage une année difficile » laissent entendre les patrons. Les réductions d'horaires à 32 heures, par semaine et aujourd'hui, les 282 licenciements étaient donc prévus depuis longtemps !

Nucléaire et chômage

Pourquoi le nucléaire ? Tout simplement parce qu'il permet les plus gros profits. Le tableau 2 donne une idée approximative de la rentabilité de quelques entreprises du groupe. L'abandon de secteurs entiers au profit du nucléaire s'y confirme de façon éclatante. Certains sont carrément asphyxiés. L'illusion suprême est de faire croire que l'investissement dans le nucléaire permettra d'exporter et créera des emplois... L'étude du rapport entre masse d'investissement et nombre d'emplois créés conteste vigoureusement ce mensonge. *C'est le nucléaire qui crée le chômage.*

Une enquête de la mairie de Nantes vient renforcer la démonstration que la centrale du Pellerin apporterait très peu de travail dans la région, les entreprises régionales de métallurgie n'ayant pas la capacité de production nécessaire ?

Dans le numéro 238 de *La Gueule Ouverte*, Carlos de Sã Rego soulignait le manque d'ima-

gination des forces de gauche face à cette crise. *Vent de la Zone* en sait quelque chose puisque ses analyses se sont heurtées au blocage syndical. Néanmoins, s'il y a durcissement de la lutte chez Brissonneau, les ouvriers entendent bien la mener à l'intérieur même des structures syndicales, certes, mais aussi dans la recherche d'une plus large unité populaire.



Photo Christian Weiss

Activité	Entreprise	1975	1976	1977
Nucléaire	Framatome	84%	416%	11,1%
Non nucléaire	Jeumont-Schneider	5,5%	4,6%	
	Creusot-Loire	6,8%	4,8%	
	Merlin-Gérin			3,6%
En partie pour le nucléaire	Brissonneau et Lotz Marine	1,8%	1,3%	
	Ernault-Somua			1,6%

l'automobile ainsi que certains domaines de la chimie et de l'électronique) Les conséquences : profits plus importants et concurrence étrangère mieux soutenue. Ces choix économiques, qui ont l'aval du gouvernement français (soutien à Citroën, aide à Peugeot-Citroën-Chrysler, au groupe Empain-Schneider pour le nucléaire...) nécessitent d'énormes investissements, aspirés par ces secteurs privilégiés. D'où l'abandon progressif des investissements dans certains secteurs jugés non rentables : navale, sidérurgie, textile, machines-outils... non pas que les besoins soient absents, mais, à l'autre bout du monde, la main d'œuvre est tellement moins chère !

Cette stratégie est très bien illustrée par ce commentaire du

son but est de contrôler l'industrie française des centrales nucléaires» (2). But qui semble aujourd'hui en passe d'être atteint, au vu de l'emprise actuel de ce groupe sur les choix nucléaires français : abandon de la filière graphite-gaz au profit de la filière PWR-Westinghouse, éviction du concurrent potentiel CGE, exportation de centrales nucléaires, etc...

« Vent de la Zone » a épluché les comptes du monstre (voir tableau 1). Les commentaires sont aisés : tout pour le nucléaire, rien ou presque pour le reste ! Dans le cas précis de Brissonneau (3), les investissements de 1977 (3 millions de francs) ne couvrent pas les dotations aux investissements (4 millions de francs).

Activité	Entreprise	Nombre d'emplois par Millions de capital
Nucléaire	Framatome (moy 76-77)	4
Ingénierie	Creusot-Loire Entreprise (76)	4
En partie pour le nucléaire	Jeumont-Schneider (moy 76-77)	12
	Merlin-Gérin (moy 75-76)	13
Machine outil	Ernault-Somua (77)	17
Marine	Brissonneau (BLM)	1975 32
		1976 29
		1977 24

Activité	Entreprise	% du cash-flow par rapport au chiffre d'affaire
Nucléaire	Framatome (moy 76-77)	26%
En partie pour le nucléaire	Jeumont-Schneider (77)	5%
	Merlin-Gérin (77)	5%
Ingénierie	Creusot-Loire Entreprise (77)	4,5%
Secteurs plus ou moins condamnés	Arbed (Sidérurgie 75-76-77)	-3%
	Ernault-Somua (76-77)	-2,3%
	Brissonneau (77)	1,8%

(1) Le cash-flow est un des critères de rentabilité d'une entreprise. C'est la somme des bénéfices, des amortissements et des provisions (ou de la variation des provisions)

Empain-Schneider, vous connaissez ?

Groupe financier et industriel, Empain-Schneider comprend plus de 300 entreprises dont Creusot-Loire, Chantiers de France, Dunkerque, la Sidérurgie Normande (SMN), ARBED (Sidérurgie de la Sambre), Merlin Gerin, SPIE Batignoles, Jeumont-Schneider, Ernault-Somua.

Le bénéfice net (déclaré) du groupe Schneider S.A. (75% d'Empain-Schneider) est, pour 77, de 88 millions de nouveaux francs auxquels il faut ajouter 110 millions de provisions et 57 millions de réserves!

Les activités du groupe sont principalement orientées vers le nucléaire, la sidérurgie et la construction navale, mais aussi les montres (Jaz), l'immobilier (la maison évolutive), le sport (Fusalp), le sucre (Agricole de la Guadeloupe), les travaux publics (SPIE Batignoles), l'alimentation (Biscuiterie Jacquet, Champagne Veuve Cliquot), l'hôtellerie (Borel), etc...

Le secteur bancaire n'est pas oublié, avec la Banque de l'Union Européenne.

La politique du secret nucléaire

Chacun sait que les documents administratifs peuvent être communiqués sur demande écrite. Les administrations, elles, n'ont pas l'air de le savoir.

ci n'ont pas apprécié. Si le rapport lui-même a pu être connu, à la suite de la publication par la presse, les annexes, elles, ne sont pas encore divulguées. Or «elles mériteraient autant d'être lues que le rapport lui-même», estime l'auteur...

Les ronds de cuir

En complément du rapport Gruson, on peut prendre connaissance, si ce n'est déjà fait, du plan ORSEC-RAD qui est à une catastrophe nucléaire ce que le plan POLMAR est à une catastrophe maritime : un chef-d'œuvre d'inefficacité en ce qui concerne la réparation des dégâts techniques. En revanche, pour le traitement réservé aux populations, le plan ORSEC-RAD est remarquable de précision et nul doute qu'il s'appliquera inexorablement.

En fonction de la radioactivité, deux zones seront délimitées : une zone dite d'insécurité qui «pourra être isolée» (entendez que les populations y seront maintenues de force en cas de velléité de fuite) et une zone de contrôle où la pollution radioactive amènera seulement l'interdiction de certains produits de consommation. Quelques perles émaillent le texte, comme : «Le chef du centre de secours... ne doit pas considérer la présence de matières radioactives comme un obstacle aux opérations mais il doit limiter le séjour de son personnel dans le périmètre d'isolement établi au temps strictement nécessaire à l'accomplissement de ces missions». Personne ne surpassera jamais les fonctionnaires dans l'art de dire des truismes avec des formules ambiguës. A part ça, la lecture du plan en question est un peu austère, mais son austérité même montre comment l'administration traite de la mort des gens : de façon impersonnelle, déshumanisée et maniaque, réglant chaque point de détail sans rien dire de l'essentiel. Les ronds de cuir qui pondent ces directives le font avec la même minutie et le même cynisme que ceux qui ainsi organisent les guerres, les déportations et toutes absurdités.

C.D

Les rapports du groupe Gruson (sauf celui sur les déchets, bien sûr), sont publiés à la Documentation Française, 31 quai Voltaire, 75 340 Paris Cedex 07. Le plan ORSEC-RAD est disponible au siège du mouvement écologique, 65 Bd Aragon, 75 013 Paris. Les commentaires du rapport Gruson sur les déchets sont disponibles aux Amis de la Terre, (Agence de services), 14bis rue de l'Arbalète, 75 005 Paris.

La politique du secret nucléaire vient de connaître encore deux avatars avec la publication du plan ORSEC-RAD par le mouvement écologique et l'analyse du rapport Gruson par les Amis de la Terre. Dans les deux cas, il a fallu un «service des fuites» pour se procurer les documents en question, et cela malgré la promulgation de la loi 78753 du 17 juillet 78 qui permet à tout citoyen d'obtenir communication de tous les dossiers, rapports, études, compte-rendus, procès-verbaux, statistiques, directives, instructions, circulaires, notes et réponses ministérielles... à l'exception des secrets protégés par la loi.

Il a fallu une indiscretion du «Canard Enchaîné» suivi du «Monde» pour que sorte de l'ombre un des rapports du groupe interministériel d'évaluation de l'environnement (G.I.E.E.) dit encore «rapport Gruson». C'est en effet autour de Claude Gruson, ancien directeur de l'INSEE, que se réunirent quelques dizaines de spécialistes venus de nombreux ministères pour étudier «psychologiquement, financièrement, économiquement, socialement, le phénomène environnement», à la demande de Robert Poujade, alors ministre de l'Environnement. Parmi les travaux nombreux et variés, de cet aréopage scientifique se trouve un rapport intitulé «Evaluation des options techniques sur les déchets radioactifs» qui avait été remis en 76 à André Fosset qui avait succédé à Robert Poujade à la tête du Ministère de la Qualité de la Vie à la demande de Michel d'Ornano, alors ministre de l'Industrie, et avec l'accord de Paul Granet, secrétaire d'Etat à l'environnement. André Fosset évitait de donner à ce document une publicité qui aurait pu nuire à ses collègues.

La consigne de discrétion a été bien passée puisque François Delmas, actuel secrétaire d'Etat à l'Environnement, a lui aussi soigneusement évité d'en parler au moment où il a dû annoncer la disparition du G.I.E.E. en juin dernier, à la suite de la démission de Claude Gruson. Dans une interview au «Monde», celui-ci expliquait en effet que, «certains rapports ont fait mouche sur l'opinion publique, notamment celui sur le gaspillage. Mais sur le plan politique, nos travaux n'ont guère été suivis d'effet. Il faut reconnaître qu'entre la question initiale de Robert Poujade... et la manière dont j'ai répondu, il y a eu divergence. Les ministres attendaient du groupe qu'il fournisse des recettes permettant de construire des indicateurs généraux synthétiques, mais quantitatifs de la Qualité de la Vie. Une sorte de thermomètre». N'ayant pas fait exclusivement ce qu'on attendait de lui, Claude Gruson a donc été quelque peu «boycotté» dans les ministères



Que contenait donc de si explosif le rapport sur les déchets nucléaires ? Rien, du moins pour des gens véritablement informés sur cette question, le rapport se contente de dire des choses que tout écologiste sait déjà : la seule nouveauté est que c'est un groupe interministériel qui le dit. Il distingue les produits de fission, qui deviennent inoffensifs en quelques siècles, de sorte qu'un stockage «millénaire» suffit pour eux, et les transuraniens, dont la période est beaucoup plus longue : ils nécessitent un stockage valable pour les durées «géologiques». Il préconise des opérations de chimie fine pour séparer les produits de fission et les transuraniens afin que ces derniers puissent être envoyés dans l'espace ou bien recyclés dans des réacteurs spéciaux qui opéreraient leur transmutation en des corps de moindre période. Enfin il existe sur le problème de démantèlement des centrales nucléaires, affirmant

que «le démantèlement est une opération plus difficile que la construction de l'installation. Il ne peut être comparé qu'aux techniques d'intervention sur l'installation en cas d'accident».

Plus loin, il note : «Tandis que le problème des déchets nucléaires «normaux» fait l'objet de propositions de solutions déjà très élaborées, celui du déclasserment des installations nucléaires semble exiger encore, malgré les précédents réussis sur quelques réacteurs, un effort de prévision. Il n'a pu être trouvé en effet de cohérence entre, d'une part, les plans et le génie civil des installations en cours de construction actuellement et d'autre part, un programme d'opérations lors du déclasserment de ces installations».

Des passages comme celui-ci mettent en doute, courtoisement mais clairement les capacités des nucléocrates à maîtriser les déchets, et ceux-



Dessin Chantal Montellier

Pour cela, les militants de *Vent de la Zone* envisagent de multiplier les contacts avec d'autres milieux qu'ils ont déjà soutenus (mouvement antinucléaire, paysan) et rompre ainsi l'isolement dans lequel le conflit est enfermé. Ils poursuivent en cela l'action entamée lors de la campagne électorale de mars dernier : tisser des liens réels entre les différentes couches exploitées.

Dominique

(1) *Vent de la Zone* est un groupe politique présent sur la zone industrielle de Carquefou près de Nantes. Il comprend des gens du «PSU et autres camarades travailleurs» et intervient sur les boîtes de toute la zone à propos d'événements locaux et régionaux. Il a mené, lors des dernières élections, une large campagne sous le sigle *Unité pour le Socialisme*.

(2) Citation extraite du dictionnaire des groupes industriels et financiers en France.

(3) *Brissonneau*: filiale d'Empain-Schneider axée vers la construction navale... Secteur dont on sait qu'il est particulièrement touché par la crise.

Exclusif : Les déboires d'une multinationale

Le nucléaire s'installe. Amère constatation qui ne doit pas nous faire perdre de vue qu'il n'est pas toujours fiable. Témoin cette lettre de Framatome, dont nous publions quelques extraits :

«Les études précoces de 1974 ont nécessité de nombreuses impasses techniques puis des reprises en 76 et 77 et enfin des vérifications qui se poursuivent encore et iront jusqu'à provoquer des modifications sur site pendant les périodes d'essai».

Framatome a des ennuis avec les délais de réalisation des centrales nucléaires. La raison ? Bugey n'est pas un bon cobaye !

Il faut aussi déplorer la diminution de la durée de travail hebdomadaire et les grèves. Les délais actuels de réalisation d'une chaudière sont évalués à 70 mois. «Malgré des investissements supplémentaires destinés à débloquer les goulots d'étranglement, la production plafonne à un rythme qu'il paraît difficile de dépasser... Nous espérons résorber vers les dernières tranches le retard acquis au début... Notons toutefois (...) que le flux d'aléas rencontrés peut rester dans cette phase, plus ample que ce que nous escomptions».

Conclusion de Framatome : «Nous sommes en retard, c'est un fait regrettable, sans doute explicable par l'ampleur et l'ambition du programme».

Dominique



Un lieu de vie différent pour enfants différents

Sans tomber dans les pièges d'une communauté thérapeutique, un groupe d'anciens éducateurs permet à des enfants autistes de mener une vraie vie loin des institutions qui les niaient.



Photo GO Leny

Cédric, 5 ans, qui ne parle pas... encore



«Le corail» à Aimargues

Dans le dernier numéro «d'Anti-rouille», Arnaud Corbin terminait son article à propos d'un Hôpital Psychiatrique un peu différent (Laborde) sur cette note pessimiste: «... Il faudrait inventer d'autres lieux, d'autres moyens pour aider les gens qui flippent très fort... Mais qui fait de l'anti-psychiatrie aujourd'hui? Personne!»

Or l'anti-psychiatrie, ça existe! Les premières expériences lancées par Mannoni, Gentis, Guattari, se dynamisent et deviennent aujourd'hui vie quotidienne. Telle, celle du CORAL (Collectif Réseau Alternative) (1) à Aimargues dans le Gard.

De vieilles planches, des briques, des morceaux de ferraille épars sur le sol. De la volaille un peu partout. Une drôle de baraque abritant des cochons et un cheval. Et une grande maison balayée par le mistral au milieu de vignes et de champs de salades. C'est donc ce lieu que désignait le mot si mystérieux de CORAL?

Oui, mais ce n'est pas seulement un lieu. Il y a d'une part cette maison où vivent ensemble environ huit adultes et

une dizaine d'enfants et d'adolescents. A partir de là, existe tout un réseau de points d'accueil dans la région Sud-Est.

Le CORAL naquit en janvier 1977 sous l'impulsion de Marie et Claude Sigala. En communauté ils mènent, un peu isolés mais pas dans une marge, un rude combat: faire sortir les enfants des institutions (HP, IMP), avec lesquelles eux, anciens éducateurs, se trouvent en totale rupture.

Ils ne sont là ni pour s'occuper d'enfants, en éduquer ou en réinsérer, ni pour être payés en échange d'un travail efficient. Que les gens se motivent eux-mêmes dans une activité (jardinage, élevage, bricolage, artisanat) et y trouvent leur bonheur, alors l'enfant, à son rythme, y participera et trouvera lui aussi du plaisir à vivre.

En institution tout concourt à faire des «malades», des assistés, tant médicaux que sociaux:

En arrivant au Coral, Christian (12 ans) m'a immédiatement pris la main et emmenée voir en courant le jardin, les chevaux. Il n'arrêterait pas de me raconter sa vie ici, de me poser des questions sur qui j'étais, ce que je faisais. Lors de



Photo GO Leny

Photo GO Leny

Agnès, fille de Marie et Claude Sigala

son accueil, il y a deux ans, il sortait de l'institution où il avait été irrémédiablement classé autiste...

Certains enfants sont amenés par leurs parents, d'autres viennent d'hôpitaux psychiatriques. Ces derniers sont toujours bourrés de médicaments. Après une désintoxication progressive ils redeviennent eux-mêmes, avec leur propre réalité. Cela n'engendre pas la facilité mais apporte aussi tellement de joies...

Il y avait aussi Laurent (14 ans) qui ce jour là se sentait l'âme d'un cuisinier. D'autres ont mis la main à la pâte avec lui. Aucune tâche n'est demandée ou imposée. L'apprentissage de l'autonomie se fait spontanément et les enfants décident seuls de ce qu'ils veulent faire ou pas. La vie du Coral concernent tout le monde, chacun prend peu à peu des responsabilités.

Quant à l'équipe des adultes, elle ne veut pas non plus être récupérée et se trouver en position «d'assistée économique», par la DASS (2) ou le Ministère de la Santé. Aucun salaire. Réelle autogestion. Par enfant et par jour, la DASS donne 80F (les institutions touchent 3 à 400 F!), quant aux enfants placés par leurs parents, les coûts sont relatifs à leurs possibilités.

SE DIRE TOUT

Sophie me touche les dents, la bouche, le menton. Sophie serre mes doigts, regarde mes ongles.

Oui Sophie, je suis bien comme Toi. Nous avons le même visage, les mêmes mains. Alors le dialogue peut commencer, et Sophie me guide à travers la maison... Echanger des paroles, des regards, se promener ensemble, tout

devient moyen de partager, se comprendre, s'aimer.

Au Coral tout se dit, tout est dit. Qu'importe le signe ou le langage employé. Seul compte le message, essentiellement affectif. L'appréhension ou la peur que l'on peut avoir en arrivant disparaît vite, tant on sent la possibilité d'apporter et d'apprendre.

C'est dans le souci de perpétuer cet apprentissage et cette découverte réciproques que les dossiers proposant des enfants et émanant de la DASS ne sont pas choisis. Tout à priori sur l'individu se trouve réfuté. Les étiquettes apposées une fois pour toutes ne signifient rien: Christian et d'autres en sont la preuve. La seule sélection opérée, concerne la nécessité de diversifier les «cas», afin de ne pas rétablir les cloisonnements-ghet-

Photo GO Leny



Laurent, Marie et sa fille Agnès



Photo GO Leny

Le mas du chevrier (Beaucaire)

tos que pratique l'institution. Il ne s'agit pas de tomber dans le piège de la communauté thérapeutique.

Si dans les HP, les considérés malades sont cloisonnés dans ce «rôle», les parents eux aussi en sont victimes. Eloignés parce que déclarés impuissants médicalement, bien vite ils se sentent «dépossédés» de leurs enfants et les «abandonnent» à l'institution.

Or au Coral cette séparation ne doit pas exister. Plusieurs des enfants sont autistes ou muets surtout parce que leurs parents traînent des problèmes non connus ou non résolus. C'est dans le but de faire découvrir aux parents leur propre comportement que Claude organise, tous les deux mois environ, des weekends où s'allient la dynamique de groupe et l'analyse transactionnelle.

DU CORAL AU RESEAU

Une telle expérience, ou plutôt une telle réalité ne peut rester limitée et unique. Des enfants en institution, il en reste des milliers. Des milliers d'êtres médicamenteusement, annihilés au plus profond d'eux-mêmes.

Coral joue le rôle de plaque tournante et envoie des enfants dans d'autres lieux d'accueil. A ce jour, il en existe cinq faisant partie du CRA: Marseille (13) Beaucaire (30), le Perthus (66), Saint Pierre d'Allevard (38), Volonne (04). Leur structure diffère un peu, par le nombre d'enfants (de 2 à 3) et par les activités: artisanat (forge du Perthus), élevage (chèvres de Beaucaire)... Mais tous ont en commun le profond désir de réapprendre à vivre ensemble, que l'existence de ces enfants soit réalité et non illusion comme en institution.

Il n'y aura jamais de remède miracle. Les résultats surprenants que l'on peut constater ne sont dus qu'à ces magiciens de l'Amour que sont Marie, Claude, Gilbert, Roger, Jean-Louis et tous les autres dont j'oublie les prénoms ou que je ne connais pas encore.

«Et plus on sera nombreux à faire ce chemin, et plus ce sera chouette pour nous, pour les mômes, pour la vie en général.» écrit Claude.

Coral et le réseau sont une aventure possible. Ils doivent essaimer absolument!

Leny ●

- (1) L'association s'appelle le CRA.
- (2) Direction Départementale de l'Action Sanitaire et Sociale.

Photo GO Leny



Jean-Louis

Le 14 décembre à 14 h, le CRA et SOS Enfants organisent une conférence de presse qui aura lieu au 7, rue Edouard Jacques 75014 Paris Tel 322 35 35. La publication de leur livre en sera le point de départ et le prétexte à une réelle rencontre entre journalistes, éducateurs, parents et gens du réseau.

Un livre-rencontre

La peste gagne le grand psy

La corde raide entre marginalité et récupération. Nous ne voulons ni de l'une ni de l'autre. Ce qui nous intéresse c'est de VIVRE ICI AVEC

Ces mots dessinés éclatent en pleine page en guise d'avertissement au lecteur. Et commence alors une ballade à travers les trois cents pages de ce livre choc, témoignage d'une expérience. Rencontre de deux alternatives parallèles, il se veut le reflet d'une démarche différente. Il désire créer une contagion: celle qui permettra la naissance de lieux multiples et le développement d'alternatives. POUR les choses qui doivent vivre et crier de suite.

Le Réseau dont il est question par ailleurs, a voulu à travers ce livre faire connaître la réalité de son existence. Livre-poème, livre-dessin il nous permet de découvrir à chaque tournant le reflet des tentatives vécues pour déjouer les pièges de la psychiatrie officielle. «L'enfermement et l'aveuglement psychiatrique ont assez duré. Il ne faut plus dire qu'on ne sait pas, il faut réfléchir et agir. Pour une raison ou pour une autre, aujourd'hui ou demain ça peut nous arriver. Si on ne fait pas attention, la psychiatrie risque de se transformer en un gigantesque instrument de répression au service du pouvoir.»

L'analyse de l'institution psychiatrique, celle-là même qui permet en toute bonne conscience pour les «normaux», d'enfermer dans un ghetto tous les différents, tous les déviants, conduit à sa contestation.

C'est donc d'anti-psychiatrie qu'il est question ou plutôt d'alternative à la psychiatrie: A travers une mise en page éclatée, qui conserve cependant une grande lisibilité, des textes hurlent, des photos parlent, des dessins et des poèmes (en couleur s'il vous plaît) chantent. Les mécanismes de l'institution démontés et expliqués voisinent avec les récits d'expériences. On y rencontre une foule de renseignements pratiques et aussi les textes de quelques célébrités: Deligny, Gentis, Guattari...

En plus de l'intérêt de ce document exceptionnel il est important de souligner que la réalisation et la diffusion sont entièrement parallèles. Ce sont en effet les Ateliers Jadis Aujourd'hui (des imprimeurs pas comme les autres), installés à Domazan dans le Gard, qui ont assuré la maquette et l'impression du livre.

Après avoir créé il y a quelques années Ancey Jazz Action, ils ont

démarré voici deux ans les Ateliers. Tracts, affiches, brochures, mais aussi animation: cinéma, musique...

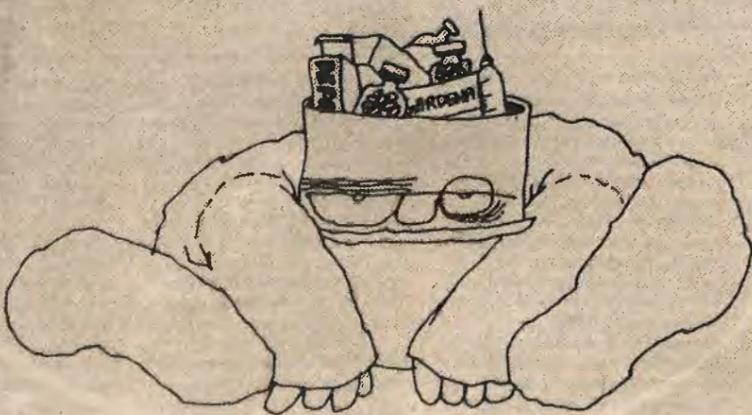
Depuis le 15 juillet, toutes affaires cessantes, ils se sont consacrés au bouquin. Et ça a été quelque chose! En contact permanent avec les gens du Réseau ils ont mené à bien leur entreprise. Et le résultat est concluant. Le livre est vivant et les mille facettes du kaléidoscope scintillent. Au total un livre fascinant.

La distribution se fait «hors circuit». Les différents lieux du Réseau mais aussi chacun de vous peut participer à cette diffusion.

Pour briser le silence, faire entendre sa voix, le Collectif Réseau Alternative a conçu et réalisé ce livre détonant. Uniquement financé par le Réseau et l'association des parents, sans aucun soutien publicitaire, il est important que ce livre soit diffusé très largement. Lien direct entre ceux qui tentent «autre chose» et vous, affirmation d'un possible ici, maintenant, un livre à lire et à faire connaître.

A.B. ●

«La peste gagne le grand psy» 304 pages. 40F port compris. Commandes: Le Coral 30470 Aimargues Tel (66) 88 00 12.



Sur le terrain

14

JEUNE DE SOUTIEN. Aujourd'hui plus que jamais, nous tenons à ce que les paysans du Larzac sachent qu'ils ne sont pas seuls et que nous saurons apprécier avec eux la décision de gouvernement. Aussi afin de manifester la continuité de notre soutien nous avons décidé un jeûne de 48h suivi par 25 étudiants du lycée. Le délégué de la classe de TSII Lycée Agricole de Robillard 14 St Pierre sur Dives.

21

POUR UNE ANALYSE ET DES PROPOSITIONS sur l'agriculture. Nous sommes quelques uns à penser qu'une réflexion sur ce thème s'impose. De nombreuses études ont été faites, soit par des groupes locaux, soit par des spécialistes sur des sujets partiels, la synthèse de tous ces travaux permettrait de déboucher sur une analyse «écologique» poussée. A l'initiative des A.T. Dijon, un collectif se réunit régulièrement en vue de faire cette synthèse avec les idées de base suivantes :

- constat de l'agriculture actuelle
- analyse des modèles d'évolution
- analyse écologique et propositions: au niveau immédiat, dans le cadre des structures actuelles, et au niveau d'un projet qui s'attaque aux structures.

Le but est de publier un document de diffusion genre «collection Amis de la Terre Pauvert» pas cher et accessible à tous. (Pour savoir comment se déroulerait ce travail, nous contacter). Nous vous proposons de nous envoyer tous vos documents, analyses, et suggestions. De là une ébauche sera envoyée à tous les gens intéressés avant la première réunion qui aurait sans doute lieu dans la deuxième quinzaine de février à Dijon. Merci de répondre rapidement. Correspondance à adresser à A.T. Dijon c/o Ph Pernin 11, rue des Huches 21800 Quetigny.

29

REUNION de coordination des CRIN Bretagne le samedi 16 décembre à 15h à la MJC Centre, impasse de l'Odette à Quimper. Ordre du jour: bien sûr Plogoff, et un projet de surrégénérateur à Brennelis. Un groupe se met en place sur le projet «Alter» et son application à la Bretagne. Pour tout contact Paul Tréguer 11, rue Durer 29200 Brest Tel 98/45 32 56.

31

INFORMATIONS. Avis à tous les groupes écologiques désirant repérer leurs informations ou leur pensée dans le Sud-Ouest. Le mouvement Environnement et Humanisme s'en chargera gratuitement:

- par son journal Vert qui tire à 10 000 exemplaires,
- par son émission Radio Verte 55 minutes hebdomadaire le samedi à 14 h sur Radio Andorre.

Envoyez vos informations, tracts, documents, cassettes, etc... au secrétariat du mouvement Environnement et Humanisme 10, rue d'Avriol 31400 Toulouse Tel (61) 53 23 21 ou 52 46 34.

37

LE COMITE d'information sur le nucléaire du Chinois dénonce une nouvelle fois la mascarade des enquêtes d'utilité publique d'EDF. Après l'affaire du magasin régional d'uranium enrichi de Chinon, EDF va transformer une ligne à haute tension de 225 Kv en 2x400 Kv sans consultation des populations directement concernées. Cette transformation est due à la prochaine mise en service des deux réacteurs PWR actuellement en construction. Il est pratiquement certain que sur le site de Chinon B où il devait initialement y avoir deux réacteurs, EDF a prévu une infrastructure pour quatre réacteurs. Cela nous amène à constater qu'EDF et le gouvernement agissent au mépris de toute information et sans jamais considérer l'avis de la

population. A la suite de quoi le comité d'information sur le nucléaire chinonais a décidé d'engager une campagne d'information auprès de la population sur les problèmes du nucléaire et d'intervenir auprès du député, des conseillers généraux et des municipalités.

LES AMIS DE LA TERRE de Touraine appellent tous ceux intéressés par la lutte épologique à se joindre à eux. Nous nous réunissons le 14 décembre au 10, rue de la Tête Noire (près des Dames Blanches) à 20h30 afin de préparer les dossiers brûlants tels: l'autoroute Tours-Angers, le nouveau plan de circulation de Tours les centrales nucléaires, la boulimie des projets urbanistiques de Royer. Amenez vos idées. Plus nous serons nombreux plus nous serons efficaces.

57

LE COMITE LARZAC de Metz, qui s'est reconstitué à l'occasion des récents événements, invite tous les individus, associations, groupes syndicaux ou politiques qui veulent soutenir la lutte des paysans, à participer à sa prochaine réunion le vendredi 15 décembre 78 à 20h30 au LSD 26, rue du Wad Billy Metz. Tel 67 49 53. Courrier: Comité Larzac de Metz MAN 19 bis, rue St Marcel 57000 Metz.

62

UN GROUPE AMIS DE LA TERRE s'est constitué dans la région Henin-Lens, il répond au doux nom des Amis de la Terre de Gohelle. Le local est situé à Henin Beaumont au 235 rue R Salengro (face à la gare SNCF). L'assemblée générale de tous les militants a lieu le dernier vendredi de chaque mois. Plusieurs commissions fonctionnent. La commission Energie se réunit tous les quinze jours le jeudi à 19 h 30 au local. Les projets du groupe sont nombreux: lutte contre les lignes THT qui relient Graveline à Paris, information sur le nucléaire avec mise en place d'un CED. Pour tout contact, écrire au groupe AT de Gohelle, 235, rue R Salengro 62110 Henin Beaumont.

64

AUTOREDUCTION 15x EDF. Le Comité Antinucléaire de Pau vient de constituer une Commission d'Autoreduction des factures d'électricité et Alternative au Nucléaire (C A F E A N). Afin de se regrouper et d'agir collectivement, les autoreducteurs du coin et antinucléaires décidés à autoréduire ou à refuser concrètement le nucléaire sont priés de se signaler dès que possible à CAFEAN Centre Rencontre Recherche, avenue de Saragosse 64 Pau. Réunion ordinaire les premiers lundis du mois à la même adresse, la prochaine le 8 janvier 79.

66

LE COLLECTIF LARZAC de Perpignan a continué ses activités par une soirée de gala le 1er décembre à Toulouges, et le 2 décembre par un pique nique sur la place Arrago à Perpignan avec information et sensibilisation.

Un groupe «d'Amis de l'Arche» vient de se constituer à Perpignan. Pour toute information s'adresser soit à Eliette Nicolas 9, rue de Cerdagne à Perpignan. Tel 34 69 76, ou bien à Nicolas Roger Les Amaniers Route de Sorède Argelès Tel 35 13 19.

71

FILM. Le groupe 207 d'Amnesty International à Mâcon propose le film «la danse de l'aveugle» le mardi 12 décembre à 20h30 h à la M.J.C. de l'Héritan. Cette soirée doit l'aider à résoudre ses problèmes financiers.

75

ECOLOGIE ENERGIE SURVIE Information: E E S Cité Fleurie 65,

bd Arago 75013 Paris 331 22 74 (Gabriel). Les 16 et 17 décembre 78, 11, 15h plateau Beaubourg, les écologistes informent les Parisiens et les autres, de leurs projets concernant le nucléaire et les énergies nouvelles. Cette date correspond à la plus forte consommation d'électricité de l'année et justifie le programme électro-nucléaire. Si vous avez quelque chose à dire, à montrer, à diffuser, venez participer.

LE LONG TRAIN. La coordination des marches internationales organise une réunion afin de préparer «le train pour le désarmement» qui ira de Bruxelles à Varsovie début août dans le but de marquer notre désaccord face à la stratégie des deux pactes militaires. Cette réunion se tiendra au 46, rue de Vaugirard Paris 6ème le samedi 16 décembre de 20 à 22h et le dimanche 17 de 10 à 15h.

RECTIFICATIF. Ecrire: Coordination des Pays de l'Est 51, rue de l'Appel Paris 11ème, et non pas: chez E. Goldman.

CONSUMMATION. Bonjour, voici Noël, époque de consommation frénétique. Une mère de famille a eu la curiosité de chercher d'où venaient les produits qu'elle avait dans son panier. Quelle ne fut pas sa surprise. Notre consommation et le Tiers Monde sont le pouvoir discret des multinationales. Jeudi 14 décembre 78 20h30. Soirée-débat à l'UCJG 14, rue de Trévis Paris 9ème. Métro Cader ou Rue Montmartre. Organisé par Artisans du Monde.

89

LE COMITE LARZAC AUXERRE projettera le film «Gardarem lo Larzac» suivi d'un débat le samedi 16 décembre à 20h30. Salle Jehan Pignard à Auxerre (elle se trouve près de la salle Vaulabelle) D'autre part, ceux qui veulent renvoyer leurs livrets militaires ou refuser 3% de leurs impôts, tout ça pour le Larzac, sont priés de contacter d'urgence la coordination régionale qui contre enveloppe timbrée leur fournira plus ample information (MAN Yonne BP 251 89004 Auxerre Cédex Tel 86/51 33 72) Ceux qui veulent donner un coup de main à coller des affiches, distribuer des tracts seront les bienvenus. Et en prime avant les sorties nocturnes. boira quelque chose de chaud!

91

CREATION D'UN COMITE d'Initiatives Occitanes. Des militants et personnalités qui se sont illustrés dans la défense du Pays d'Oc viennent de créer ce Comité qui va susciter des groupes dans toutes les régions occitanes mais qui s'adresse aussi à ceux qui, concernés par la vie occitane, doivent vivre ailleurs. Il va publier un bulletin mensuel dont Robert Lafont, Professeur de langue et littérature à l'Université de Montpellier, dont d'autres personnalités aux différents postes. Le Comité invite ceux qui souhaitent participer à son action, ou être tenus au courant de ses activités à écrire en joignant une enveloppe timbrée, à sa Délégation Générale, 10, rue Pierre Brossolette 9135 Grigny.

Alternatives

VACANCES PAS CON. Politique Hebdo est toujours en pleine mutation avant de devenir un Maintenant, et les «Vacances pas con» qu'il a inventé et lancé il y a deux ans ont la vie dure. Alors si vous connaissez des projets d'animation, de stages, de réunions, de ballades écologiques ou autres, de discussion ou de session d'artisanat, d'expression corporelle ou de danse pour l'été prochain (ou autre période de l'année d'ailleurs), écrivez avant la fin du mois de décembre à Claude Boris, 57 rue St Blaise 75020 Paris. Une fois de plus on mettra en contact tous ceux qui veulent passer leur temps de loisir en dehors de la folie touristique. Merci. Et n'omettez aucun détail, ce sera plus simple pour tout le monde.

PROJET ECOLOGIQUE. Nous sommes un groupe (association loi 1901) qui pratiquons l'accueil des jeunes dans l'Aubrac. Nous sommes à la recherche dans une région plus propice à l'agriculture, d'un domaine agricole comprenant une exploitation viable et des bâtiments d'habitation pour 20,25 personnes en permanence. Il faudrait pouvoir démarrer l'agriculture tout de suite à 6-7 adultes, les travaux d'aménagement des locaux pouvant se faire petit à petit. Merci de toutes vos propositions: achat, location fermage. On dispose de 30 millions. En cas d'achat, le reste du financement se ferait par l'intermédiaire d'un GFA et éventuellement grâce aux emprunts d'usage (un des copains est jeune agriculteur). Projet super vital pour nous! Ca fait 6 mois qu'on cavale de notaires en SAFER... ça commence à bien faire! Ecrire à La Brèche 15110 La Trinitat Tel 71/ 73 81 77.

LIBERTE QUAND TU NOUS... Salut, nous sommes 9 adultes et 3 enfants qui vivons ensemble depuis 2 mois. Nous vivons la libre sexualité et nous avons commencé à nous développer émotionnellement ensemble avec la S.D. (représentation de soi, issue des travaux de W. Reich) et toutes autres formes créatives (peinture, discours, jeux de rôle, théâtre). Nous cherchons à nous agrandir, Tel 71 20 91 à Toulouse.

Papiers

IRL: Information Rassemblées à Lyon. Journal d'expression libertaire c/o ACLR 13, rue Pierre Blanc Lyon. Depuis octobre 78. IRL est mensuel. 32 pages pour 4F. Se le procurer en nous écrivant ou en allant à la librairie La Gryffe 5 rue Sébastien Gryphe Lyon ouverte du lundi au samedi. Prochain dossier: la science-fiction libertaire.

BARABAJAGAL journal écologique d'expression libre diffuse 2 modèles d'enveloppes antinucléaires. Prix payable à la commande 20F le cent d'un même modèle et 80F les 500 (mélange) port compris, groupez vos commandes. Barabajagal 03250 Le Mayet de Montagne.

CARTES POSTALE. Le Mouvement pour une Alternative Non-Violente de l'Yonne diffuse en France 3 cartes de la série «Noviolencia» du Centre Ahimsa d'Espagne. Ces cartes sont en couleur. Les trois cartes 7F, les 6 cartes 12F, les 12 cartes 20F. Port compris. Man Yonne BP 251 89004 Auxerre Cédex. CCP Dijon 4 061 31K.



DOCUMENTS. D Fayet Résidence Soleil Levant, Riorges 42300, recherche tous documents, tracts, coupures de journaux, relatifs aux barrages (et en particulier au barrage de Villerest (Loire), ainsi que les titres d'ouvrages spécialisés sur la construction de ceux-ci. En échange de quoi: autocollants anti-nucléaires. A vos ciseaux. Merci. Permanence du Mouvement Ecologique Roannais tous les lundis de 18h à 19h30. Ex-caserne Werlé. Cette association de 1901 est à votre service pour tous renseignements. Tout soutien financier est le bienvenu.

ADRESSE du journal «Handicapés Méchants» Jacques Maupoux 15, rue des Ontines 33700 Mérignac.

LIVRES. La collection «Ecrits Possibles» comporte deux livres petit format pour abriter des textes lus rapidement comme un clin d'oeil dans une histoire. Hyménophage de Pierre Marlon: cuir entretenu, chevreau, caramel, la belle parole. Solstice de Jean Claude Csmara: méandres et péripéties électorales d'un écologiste en mal du monde. 15F chaque. Ponte Nerone Pomy 11300 Limoux.

Kultur

FOLK. Le Caillon qui officie depuis plus de deux ans un peu partout en Lorraine est un des groupes folk issu du club folk La Potée à Bar le Duc. Le jeudi 21 décembre à 20h30 à Woippy (banlieue nord de Metz) organisée par la MPT à la salle St Exupéry. Le vendredi 22 décembre à 20h30 à Marly (au Sud de Metz) au Centre Socio Culturel La Louvière. Soirées folk. Le Caillon aime aussi à faire suivre le concert d'une invitation à danser, rondes populaires et anciennes, polkas, scottish, valses, afin que la participation des gens soit effective.

THEATRE. A la «Cour des Miracles» à partir du 13 janvier, Dominique Lavanant présente «l'inspecteur Jocelyne Marron mène l'enquête» ou «Comment peut-on être femme et inspecteur en 79?... on se demande».

Sept mois ont passé, Dominique Lavanant a pris du grade et présente une enquête policière genre thriller américain vécu à Créteil, mais selon sa recette parodique et humoristique. Toujours à «la Cour des Miracles» reprise pour 30 représentations exceptionnelles de Yiddish Story, comédie à un seul personnage avec les histoires du Grand-père et des chansons yiddish. Yiddish Story est un cocktail d'histoires, celles du Grand-père, tendres et naïves, refusant tout sentimentalisme pleurnichard et de chansons traditionnelles chantées en yiddish. Lionel Rocheman donne du juif dit «éternel» un portrait surprenant, une vision nouvelle qui est le meilleur antidote contre le racisme et l'antisémitisme. Location-réservation à la Cour des Miracles 23, av du Maine 75015 Tel 544 54 33/85 60 à partir du 18h.

FOLK AU CAVEAU. Pour financer un bimensuel (en attendant mieux) de réelle information régionale, le groupe EOL (Ecologie Ouest Lyonnais) organise un bal folk au caveau de Tarare le dimanche 10 décembre à 15h. En ces époques tristounettes, danser de temps en temps la gavotte devient vital! Et puis le vilain petit canard sera là...

APPELS sont jetés aux potiers, apiculteurs, tisserands, éleveurs caprins (ou autres artisans, élevage, culture) pour qu'ils m'accueillent avec mes rêves et mes désirs de réalisation et m'apprennent leur métiers. Cet appel s'adresse aussi aux communautés pratiquant ces activités. Je cherche un lieu où l'homme communique, est accepté avec son intérieur, vite! Envoyez-moi vos projets et réalisations. Toute lettre sera appréciée. Alain Terlutte 12 rue d'Anvers 59000 Lille.

EXISTE-T-IL des anti-nucléaires et autres gens sympas dans la région de Casteljabux, où je viens de débarquer? Somtret 39 av du Lac 47700 Casteljabux Lot et Garonne.

ELEVEUR CHEVRES (Lozère). Recherche débouchés coop-bio, alimentations, pour production fromages. Possibilité livraison sur Montpellier. Etudieraies toutes propositions Tel 67/72 26 60.

PLOMBERIE CHAUFFAGE, énergie solaire. Après un stage de chauffage, je voudrais m'investir dans une coop ou autre qui en plus de plomberie ou chauffage fait aussi dans le solaire. Région indifférente. Ecrire Berthelot Yves 42 bis, rue de Belloy 15100 St Flour.

COMMUNAUTE. Qui pourrait me renseigner sur les possibilités de vivre en communauté petite ou grande, à la campagne, ou d'en fonder une avec des gens sérieux et motivés, dans la région Rhône Alpes, département de l'Ain si possible. Ecrire ou téléphoner ou rendre visite à Françoise Archirel 101, rue Bossuet 2ème étage, 69006 Lyon Tel 52 71 96.

BOUC. Urgent, vends bouc sympa de 9 mois, race indistincte, mais issu

une centrale nucléaire. C'est la prise de conscience et la révolte. Deut All,enez nombreux. Centre Culturel Breton salle St Elivet vendredi 15 décembre 21h à Lannion. Prix 10F dont 2F pour Diwan.

Divers

VRAIMENT DU REVE. Si vous connaissez des êtres pleins d'espoirs et de rêves qui n'aiment ni la crasse, ni le tabac, ni l'alcool, ni la viande, ni les sous, ni la haine, ni l'agressivité, ni la possession. Si vous êtes de ceux-là, ouverts à la nature, à la poésie, à la beauté, à l'amour, à la tendresse, à la vie enfin... Ecrivez-nous, venez nous voir, nous avons tant à partager... Nous avons aussi une grande maison, d'autres à retaper, de la terre, de beaux projets communautaires. Michelle Lafont Jean Chayron Combe de vals, Cabrerets 46330.

HANDICAPE, petit enfant cherche fille-mère nourricière, végétarienne, pratiquant alimentation. Mes parents ont divorcés. Je voudrais être choyé, bercé, caressé. Normalement constitué. Chrétien Durand 6, rue Fénélon 19100 Brive.

PAUVRES CHERIS. Voulant sortir du silence et rejoindre les minorités opprimées, nous montons l'association des hommes battus. Nous sommes déjà quatre. Notre siège social sera au restaurant Hôtel de la Pais Dompierre les Ormes 71970, où vous devez prendre contact Tel 50 20 45. L'assemblée générale constitutive se tiendrait en décembre ou janvier.

REPORTAGE. D'après mon vécu de stagiaire en agriculture, j'ai décidé de faire un fascicule pour dénoncer l'exploitation de la femme dans les rapports économiques et dans les rapports sexuels. Pour cela j'aimerais recueillir le plus de témoignages possibles. Contactez-moi soit pour une interview, soit pour un questionnaire que je vous enverrai. Scissa V chez Chevallier C. Lycée Agricole Neuzy 03000 Moulins.

GREVE DE LA FAIM. Domenico Colamarino, insoumis a été arrêté le 17.11.78 et incarcéré au 88ème régiment de soutien à Sissonnes. Depuis il est en grève de la faim, pour demander la libération de tous les insoumis, la suppression des TPFA et l'abandon du projet d'extension du camp du Larzac. Pour toute aide contacter son comité de soutien, 51 rue du Gand 59000 Lille (CCP 1 144 16 K)

«Pour» : comment être contre?

de très bons parents visibles sur place. Dominique, le Villaret, Saint-Maurice-de-Ventalon, 48220 Le Pont-de-Montvert.

FERME AUBERGE. Urgent cherche personnes (un diplômé agricole) intéressées achat petite ferme Centre-Bretagne 5 ha et demie, plus maison, plus grange, plus étables, environ 70000 F. Projet global: restaurant plus animation locale. Production: maraîchage plus petit élevage. Existe sur place deux, trois personnes plus bâtiment adapté restaurant plus mise de fonds. A discuter: gestion-association, répartition apports financier. Ecrire ou tel. Baunard Emmanuel 15 rue de la Marne 22110 Rostrenen 29 08 76 le matin.

RECHERCHE JEUNE FILLE ou jeune femme, 20 ans minimum, sachant traire et aimant les chèvres pour m'aider dans mon élevage. Logée, nourrie, rémunération selon

service rendu. Fabrication fromagère. Yolande Calori Ville Narçy 58400 La Charité Tel (86) 69 11 95.

LE SERVICE LIBRAIRIE du MAN de l'Yonne tient à la disposition de ceux qui leur écrivent une liste des textes et ouvrages parus. BP 251 89004 Auxerre Cédex. CCP Dijon 4061 31K.

CHERCHONS UNE FERME à louer avec du travail dans les environs pour au moins deux personnes (chèvres, charpente). Pour tous renseignements, ils sont les bienvenus. Ecrire à Carreno au Bourg de Chervinges 69400 Villefranche/Saône.

COMMUNAUTE AGRICOLE. Désirerait avoir renseignements sur les communautés agricoles en Haute Savoie (près de Genève) c'est urgent. Yves Cohen 8, rue Cézanne 94000 Créteil 207 12 21.

La survie de «Pour» n'est pas liée à un quelconque mécénat, à la protection d'une généreuse marraine Cocotte-Minute ou à la manne providentielle d'un parti souteneur. Si «Pour» a survécu, affirment ses responsables, c'est d'abord lié à la conception même du journal. En 1970 les quatre fondateurs du projet ont bien tiré la leçon de Mai 68, et des luttes ouvrières qu'ils ont vécues : en Belgique il n'existe pas de parti politique qui puisse soutenir leur action, pas de parti qui serait le rassemblement de la grande Gauche Ouvrière et Populaire dont ils rêvent. Pas question de créer un sous-parti marxiste supplémentaire non plus. Pourtant il est important de ne pas laisser les luttes ouvrières, celles des immigrés, des féministes et bientôt des écolos aux mains de la seule presse bourgeoise ou strictement partisane.

semblables de la presse belge de gauche, c'est surtout parce qu'un mode de fonctionnement-très proche de celui de la Gueule Ouverte depuis la fusion avec Combat Non Violent-lui permet de baisser ses coûts de fabrication. «Notre temps» revenait à 86000 FB. L'hebdo : 125000FB. Et nous 25000FB.

La grande ambition de «Pour» c'est de n'être pas seulement un journal qui parle des forces qui luttent -contre le capital, le racisme, le sexisme...- mais aussi un journal dans les luttes. Lorsque les ouvrières de la firme Salik répondent à une menace de licenciement collectif par une occupation des locaux et des ventes «à la Lip», l'équipe de «Pour» ne se contente pas d'envoyer des journalistes-qui enquêtent et rendent compte sans s'impliquer : les envoyés de «Pour» vivent la lutte avec les ouvrières, donnant un coup de main nécessaire à la rédaction des tracts, des communiqués de presse, à l'impression des affiches et des autocollants.

«Pour» aurait donc résolu à sa manière la quadrature du cercle... Faire un journal qui informe et qui soit à la pointe des luttes, qui rende compte impartialement et qui crée l'information. Où toute une équipe de purs esprits travaille dans la joie à faire un journal qui satisfait à la fois le travailleur manuel et le cadre bien-pensant. Ne rêvons tout de même pas : «Pour» a de sérieux problèmes d'argent malgré son fonctionnement ascétique : il essaie de mettre en place de nouvelles structures rédactionnelles, plus décentralisées, plus étroitement en contact avec la vie locale. Actuellement «Pour» essaie de résoudre une partie de ses problèmes financiers par le lancement d'une grande campagne d'abonnements : la Campagne du Million. Français il n'est pas interdit d'y participer activement...

«Pour» 22 rue de la Concorde 1050 Bruxelles. Hebdomadaire 20 francs belges.

C. Ellis ●

insurgés

05

L'ALPIN SE DECHAINE. Le numéro 3 de ce bulletin des comités de soldats du 11ème BCA de Barcelonnette, Jausiers, Gap vient de sortir. Six pages de réflexions sur les différents aspects de la vie militaire (exercices de tir, morts accidentelles, sexisme etc...) où une petite note d'humour ne manque pas.

35

AU SERVICE DE LA PAIX. Le 21 décembre, le tribunal correctionnel de Rennes Collégial jugera Bernard Mérand, objeteur de conscience. Depuis oct 75, Bernard travaille au Comité Rennais pour le Développement et la Libération des Peuples, voulant signifier qu'il existe d'autres moyens que le service militaire pour oeuvrer pour la paix. Son comité de soutien propose, d'écrire au président du Tribunal correctionnel de Rennes, d'envoyer des télégrammes le jour du procès, d'être présent ce jour-là, de le soutenir financièrement CCP Guilleux 65 36 B Rennes Bernard Merand C R I D E V 41, av Janvier, Rennes.

57

PROCES de renvoyeur de livret militaire. Emile Fischer passera en correctionnelle, chambre 26 le 14 décembre à 14h au Tribunal de Metz. Pour contacts, soutien, Emile Fischer Ecole de Vergaville 57240 Dieuze.

69

APPEL A LYON. Roland Soubeyrand, objeteur insoumis passera en appel le 14 décembre à 14h au TGI de Lyon pour une peine de quatre mois d'emprisonnement dont deux fermes.

75

L'ECHO DES CASERNES. Un très bon dossier dans ce numéro 10: la sécurité militaire. Mais également table ronde autour de la campagne transports et de multiples rubriques, dont le Larzac, la légion étrangère, l'impérialisme. «L'écho des casernes» BP 328 75624 Paris Cédex 13



Devant une telle carence, on décide de créer un groupe qui essaie de découvrir un nouveau mode de fonctionnement : pas de division entre tâches manuelles et intellectuelles, pas de salariat... Pendant trois ans le groupe se contente de faire tourner une imprimerie tout en continuant à participer aux luttes qui secouent la Belgique.

En 73 l'imprimerie marche bien: on peut penser à lancer le journal. D'abord tous les quinze jours puis hebdomadaire il s'étoffe rapidement et passe de douze pages à vingt huit pages. Si la revue «Pour» ne coule pas comme ses

Souvent c'est l'inverse qui se produit : des lecteurs signalent au journal un point chaud que la presse traditionnelle passerait volontiers sous silence... Ce sont parfois les travailleurs eux-mêmes affirme-t-on à «Pour» qui prennent en main l'information et qui deviennent rédacteurs.



49

AUX ENCHERES. En avril 73, Daniel Baudry renvoyait son livret militaire en soutien aux paysans du Larzac. Condamné par deux fois à des amendes et à un mois avec sursis, par le tribunal correctionnel de Saumur, il vient de subir une troisième condamnation de deux mois avec sursis et cinq ans de mise à l'épreuve. A quand la quatrième?

56

SACRE JO. Pour avoir renvoyé leurs papiers militaires en soutien à Jo Cassard le 18 novembre à Rennes, 5 personnes sont passées en procès individuellement et 9 autres sont convoqués le 21 décembre à 14h, non pour le refus de reprendre leurs papiers mais pour leur envoi lui-même, ce qui est nouveau. Soutien financier à Jean Luc Bernard CCP 3032 54 W Rennes.

83

SOLIDARITE AVEC LE LARZAC et droit d'objecter. Pour cette double motivation Marc Fissore avait renvoyé son livret militaire et passera en procès le 14 décembre à Toulon. Envoyez vos lettres à M. le Président de la chambre correctionnelle, tribunal de grande instance, palais de justice 83000 Toulon.

ESPAGNE. Les objecteurs de l'Etat espagnol se sont organisés en un mouvement dès après la sortie de ceux détenus dans le château de Figueras (Catalogne), en hiver 77. Ce mouvement, le MOC (Movimiento de los Objectores de Concinca), regroupe près de 1000 OC. Les vingt groupes catalans (la péninsule en compte une quarantaine) sont organisés en une assemblée territoriale: l'ACC (Assemblée des Objecteurs de Catalogne).

Les Circauds

Week-end 16-17 décembre (à partir de 14h), Informations sur les rayonnements ionisants. Avec la participation de J. Pignero de l'Apri.

- Informations générales sur les formes de rayonnements : naturel, nucléaire, radiologique.
- Avec le développement de l'industrie nucléaire de nouvelles catégories de travailleurs sont et seront exposés à l'irradiation, parfois sans le savoir.
- Les militants de l'Apri ont rassemblés sur ce sujet une série d'informations et de témoignages. Participation : 65F

23 24 25 décembre. Redécouverte du sens rythmique. Approche d'une méthode d'apprentissage de rythme, basée sur des repères corporels. Cette méthode s'utilise collectivement, de façon à retrouver les fondements de jeux en groupe : polyrythmie de groupe, jeux d'écoute des autres, découverte de sons, approche des percussions rythmiques. Participation aux frais : 150F, versement et l'inscription : 30F.

26/27/28 Décembre : Energies renouvelables A la suite d'un important courrier et d'une demande croissante d'information sur ces sujets nous proposons une rencontre sur trois jours :
26 décembre : Energie solaire, énergie éolienne
27 décembre : Energie tirée de la biomasse (biométhane), avec la participation de B. Lagrange, auteur d'un livre sur le sujet
28 décembre : Energie hydraulique, avec la participation de M. Cazeau, initiateur d'un projet de reconstruction d'un site hydraulique (cf. GO n°230).

Le déroulement de ces journées comprendra
- la présentation d'expériences et d'installations
- une information générale et pratique sur le matériel, les documents, les adresses de groupes de fournisseurs
- l'amorce d'un débat sur les utilisations de ces énergies et l'alternative qu'elles représentent.

Renseignements et inscriptions : Centre de rencontres - Les Circauds - Oyé - 71 610 Saint Julien de Civry, Tél.: (85) 25 82 89.

Larzac: les paysans ont flairé le piège des faux-culs parisiens

Le ministère parisien voulait faire semblant d'être ouvert au dialogue. Mais l'armée ne veut pas lâcher un centimètre du Larzac;



Photo GÖ Cédric Philibert

Bourges l'a réaffirmé. Et les paysans se retrouvent sur les positions radicales du passé, avec un soutien populaire tout neuf.

La coopérative agricole de Millau accueillait ce dimanche 150 personnes des comités Larzac. Réunion de coordination précieuse où les paysans durent expliquer leurs intentions. De partout on était venu avec ce désir inquisiteur «Mais qu'allez-vous faire, vous n'allez tout de même pas négocier ce qui n'est pas négociable !»

Certains, dans les couloirs, en venaient même à se demander «pourquoi soutenir le Larzac». Sur le plateau même, des réunions fréquentes, soit ouvertes, soit plus restreintes (par exemple aux seuls agriculteurs présents en 72), ont traduit le flottement qui a suivi la geste parisienne et la fameuse entrevue Masson.

Cette valse-hésitation affolait les plus jeunes agriculteurs qui voyaient comme une entrée dans l'engrenage des négociations. C'est pourtant le plus âgé, Elie Jonquet de La Blaquière, qui rappela le serment, réaffirma la force de son opposition au camp : «J'irai jusqu'à la mort» et avertit qu'il ne fallait pas se laisser piéger : «on était plus forts sur le terrain que dans les bureaux du ministère parisien».

Là-dessus, la déclaration de Bourges : «Le camp se fera», et les prises de position du préfet Bernard de l'Aveyron : «Oui, l'extension du camp va se réaliser et elle se fait actuellement sur le plan du transfert juridique de propriété» (traduire par décret de cessibilité et procédures d'expropriation). Ces déclarations transformaient radicalement le pseudo-ton du dialogue de la rencontre parisienne. Du coup, les paysans sortaient de leur flou plus forts, plus déterminés que jamais. Bourges et sa tonitruante phrase à la Debré provoquaient l'union sacrée. Il faut noter comment le Larzac bénéficie de l'imbécillité ou du remarquable machiavélisme de ses adversaires - ceux-là, dans les moments de creux, ont toujours des déclarations cocardières qui ont le don de redonner du souffle à la lutte.

Ce que l'on peut aujourd'hui analyser, c'est en fait la leçon de démocratie que les paysans ont donnée. Ils étaient onze chez Masson, représentant tous les quartiers du Larzac. Ils étaient une cinquantaine à Paris et ils sont cent huit sur le plateau. Or, on le sait, les paysans ont toujours eu ce souci de la tribu et de la lenteur, ce souci de parler entre eux avant toute décision. Le flottement d'après la manif est surtout dû à un problème de forme. Si les paysans n'ont pas été tout à fait clairs à Paris, ils avaient des raisons. D'abord la fatigue et la tension nerveuse : Masson les a convoqué le dimanche 3 à 9 heures du

matin. Il faut dire qu'après Vincennes, les Larzac ont eu très peu de temps pour se concerter. Ensuite, de la conférence de presse, très curieusement, alors que les paysans s'en tenaient aux seules déclarations de Masson et avaient décidé de ne rien commenter, la presse unanime retenait le changement de ton et en faisait une victoire. Pour les paysans, il était bien question d'une victoire. Mais il s'agissait simplement de celle d'avoir été reçu à la demande du Président de la République, par un haut fonctionnaire. Ils avaient atteint le but de leur marche : obtenir une réponse du pouvoir. Le problème était que cette réponse, engluée dans un langage très technique, avait laissé perplexes les paysans. Ce n'étaient pas les six heures de réunion non-stop à la Cartoucherie de Vincennes qui pouvaient leur permettre de tout saisir.

Après analyse, Masson n'avait fait qu'expliquer que le camp se ferait, qu'il serait de 17 000 hectares et point final. Les seuls mots nouveaux : «remembrement et respect de l'environnement». La seule porte de négociation reposait sur un distinguo entre zone de receptracle de tir et zone de manœuvre de chars. Masson affirmait qu'une fois la procédure terminée, l'armée pourrait rétrocéder des terres à l'amiable...

L'armée, céder des terres ? On croit rêver...

Que s'est-il passé au niveau gouvernemental pour que Bourges mette si fort les pieds dans le plat et «casse la baraque» de Masson, ambassadeur de charme ? On peut imaginer deux hypothèses : d'abord que le ministre ait craint les titres de presse qui clamaient la victoire du Larzac et qu'il voulait remettre l'affaire dans son droit chemin, c'est-à-dire à la page 24 du «Monde», en caractères 7.

Ensuite, plus plausible encore, on assisterait dans ce chassé-croisé à un nième épisode d'une guerre entre chiraquisme et giscardisme. Bourges (RPR) et le Préfet de l'Aveyron, suite à leurs gaffes, ont eu quelques remontrances du sommet.

Autre chose, il aurait fallu davantage tenir compte d'une phrase de Masson : «Cette affaire a assez duré, et pour l'armée, et pour les paysans, il faut que la situation évolue rapidement, la procédure devra se terminer le 31 décembre». A noter aussi ce petit mot du Préfet Bernard : «Le camp sera de 17 000 hectares, au minimum».

Voilà un peu ce dont débattent les paysans. Ceux d'avant 72 ont déclaré :

«Il n'y a qu'une solution, s'en tenir au serment des 103, (qui sont aujourd'hui 108), c'est-à-dire «pas un agriculteur chassé contre son gré, abandon de l'extension du camp militaire».

Chose capitale, les organisations syndicales agricoles réunies à Rodez samedi (C.D.J.A. et F.D.S.E.A.), choisissaient de s'aligner sur cette position. Plus encore, le député CDS, Briane, poussé par la profession, semble accepter cette exigence radicale. Il semble aussi accepter l'idée proposée par le P.S. d'une commission d'enquête parlementaire sur le Larzac.

Les paysans, en assemblée générale, ont mis au point un communiqué de presse avec les comités du Millavois, dans lequel est réaffirmée leur détermination : «Les paysans du Larzac sont redescendus sur le Causse. Comme convenu, nous nous sommes retrouvés pour parler de la marche, de la manifestation et de l'entrevue du Ministère de la Défense. Nous avons constaté :

1) que le très large soutien populaire à notre lutte s'est amplifié tout au long de la marche. Jamais aucune manifestation de soutien à une lutte n'a eu l'ampleur de celle du 2 décembre à Paris.

2) face à cette mobilisation, M. Giscard d'Estaing a été contraint de nous ouvrir une porte. Pour la troisième fois, nous avons eu le souci d'aller jusqu'au bout d'une éventuelle possibilité d'accord. Mais la récente déclaration de M. Bourges a coupé court à tout espoir de solution.

3) la lutte continue donc. Notre détermination et celle de tous ceux qui nous soutiennent pour obtenir l'abandon du projet d'extension du camp, reste entière».

On voit donc que le bilan est positif. Cette semaine, le calendrier prévoit une rencontre entre Masson et le Préfet de l'Aveyron. Puis une rencontre entre Masson et les parlementaires. Les paysans étaient invités à retrouver Masson. Il est peu probable qu'ils s'y rendent. Le 20 décembre, journée dirigée contre les Préfectures. Et construction d'une salle de traite dans la ferme du G.F.A. de Casteraffe avant le 30 décembre.

Avec l'accord sur le Larzac, la semaine gouvernementale risque d'être mouvementée. Ici et là, sur le plateau, où les paysans ont acquis la finesse politique, on entend volontiers : «Si ça continue, on va provoquer une crise». Parmi les mille idées d'action des comités Larzac, j'ai juste noté celle d'un référendum national.

J.-M. Asselin ●



Photo Arnaud Baumann